

BNP PARIBAS B STRATEGY

**Prospectus
Version Octobre 2021**

**Le prospectus contient une partie générale
relative à la SICAV et des fiches par
compartiment.**

**Les statuts et le dernier rapport annuel sont
annexés au présent prospectus.**



**BNP PARIBAS
ASSET MANAGEMENT**

**The asset manager
for a changing
world**

BNP PARIBAS B STRATEGY

Informations concernant la SICAV

Dénomination

BNP PARIBAS B STRATEGY

Forme juridique

Société Anonyme

Date de constitution

23 février 1994

Durée d'existence

Illimitée

Siège social

Montagne du Parc, 3 - 1000 Bruxelles

Statut

Sicav à compartiments multiples ayant opté pour des placements répondant aux conditions de la directive 2009/65/CE et régie, en ce qui concerne son fonctionnement et ses placements, par la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

Liste des compartiments commercialisés par la sicav

BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE CONSERVATIVE	16
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE DEFENSIVE.....	22
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE DYNAMIC.....	28
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE NEUTRAL	34
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE DEFENSIVE	40
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE DYNAMIC	46
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE NEUTRAL.....	52
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE NEUTRAL	58
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE CONSERVATIVE	65
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DYNAMIC.....	71
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE AGGRESSIVE	78
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DEFENSIVE.....	84

Conseil d'administration de la sicav

ARICKX Marnix, Président, Chief Executive Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

DANDROY Caroline, Administrateur, Head of Global Operations Services Change Management de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

DENDA UW Stefaan, Administrateur, Chief Financial Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

KIVITS Robbert, Product Expert – Tribe Invest de BNP Paribas Fortis

NEYT Philip, Administrateur indépendant

RAMAUT Greet, Administrateur, Head of Legal de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

WEBER Alexandra, Administrateur, Head of Sales de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

Personnes physiques chargées de la direction effective

DENDA UW Stefaan

RAMAUT Greet

Type de gestion

Sicav qui a désigné une société de gestion d'organismes de placement collectif.

Société de gestion

Nom : BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

Forme juridique : société anonyme

Siège social : Rue du Progrès 55, 1210 Bruxelles

Date de constitution : 30 juin 2006

Durée d'existence : illimitée

Liste des fonds gérés :

BNP PARIBAS B PENSION SUSTAINABLE BALANCED, BNP PARIBAS B PENSION SUSTAINABLE GROWTH, BNP PARIBAS B PENSION SUSTAINABLE STABILITY, CRELAN PENSION FUND et METROPOLITAN-RENTASTRO

Liste des autres sicav pour lesquelles la société de gestion a été désignée :

BNP PARIBAS B CONTROL, BNP PARIBAS B INVEST, BNPPF PRIVATE, BNPPF S-FUND.

Administrateurs :

Philippe Boulenguiez, Président, Global Chief Operating Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

Marnix Arickx, Administrateur, Chief Executive Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium.

Stefaan Dendauw, Administrateur, Chief Financial Officer de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium.

Carolus Janssen, Administrateur, Head of Sales Europe de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

Alain Kokocinski, Administrateur indépendant

Olivier Lafont, Administrateur, Head of Transformation and Business Improvement de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Lutgarde Sommerijns, Administrateur indépendant

Denis Panel, Administrateur, Head of Investments (MAQs) de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Pierre Picard, Administrateur, Head of Compliance de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Hans Steyaert, Administrateur, Head of Global Operations Services de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT

Personnes physiques chargées de la direction effective :

Marnix Arickx, Administrateur et CEO

Stefaan Dendauw, Administrateur

Olivier Lafont, Administrateur

Hans Steyaert, Administrateur

Commissaire :

Deloitte, Réviseurs d'Entreprises S.C. s.f.d S.C.R.L., Gateway Building, Luchthaven Nationaal 1 J, 1930 Zaventem, représentée par Bernard De Meulemeester

Capital : 54.114.320,03 EUR

Délégation de l'administration

BNP Paribas Securities Services Brussels Branch, Rue de Loos 25 - 1000 Bruxelles

Le délégué est chargé de l'exercice d'une partie des tâches de l'administration, par délégation de la société de gestion, à savoir : la gestion comptable (à l'exclusion de l'établissement et la publication des comptes annuels), l'évaluation du portefeuille et la détermination de la valeur nette d'inventaire, la tenue du registre des actionnaires nominatifs, la répartition des revenus entre catégories de parts et types de parts, l'émission et le rachat des parts, le dénouement des contrats, en ce compris l'envoi des titres de l'OPC, l'enregistrement des opérations et la conservation des pièces y afférentes.

Gestion du portefeuille d'investissement

La Société de gestion désignée reste en charge de la gestion des actifs.

Pour les compartiments repris dans la liste ci-dessous, la Société de gestion fait également appel au **conseiller en investissement** suivant: BNP Paribas Fortis SA, 3 Montagne du Parc, 1000 Bruxelles, Belgique.

Liste des compartiments

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE NEUTRAL

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE CONSERVATIVE

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DYNAMIC

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE AGGRESSIVE

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DEFENSIVE

Le conseiller intervient au travers du comité d'orientation stratégique qui est composé des gestionnaires d'actifs des compartiments de la Société ainsi que de l'équipe de Gestion des portefeuilles privés de BNP Paribas Fortis Private Banking (division de BNP Paribas Fortis SA, une société anonyme de droit belge), tous agissant en tant que conseil.

Comité d'orientation stratégique

Le comité d'orientation stratégique est composé des gestionnaires d'actifs des compartiments de la Société ainsi que de l'équipe de Gestion des portefeuilles privés de BNP Paribas Fortis Private Banking (division de BNP Paribas Fortis SA, une société anonyme de droit belge), tous agissant en tant que conseil.

Le comité d'orientation stratégique assure une analyse fondamentale de la macroéconomie et des marchés aboutissant à des propositions d'allocations (géographiques / styles / tailles de capitalisation / thématiques d'investissement / durée / devises). Les membres de ce comité sont directement nommés par le Conseil d'Administration de la Société en vertu de résolutions prises par ce dernier.

Distributeur(s)

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Luxembourg

BNP Paribas Fortis S.A.

Réseau de distribution « Fintro » de BNP Paribas Fortis S.A.

ABN AMRO BANK

Réseau de bpost, société anonyme de droit public

Dépositaire

BNP Paribas Securities Services Brussels Branch, institution financière, rue du Lozum, 25 - 1000 Bruxelles

Le Dépositaire exerce trois types de fonctions, à savoir :

1. les fonctions de surveillance (telles que définies à l'Article 22.3 de la Directive 2009/65 telle qu'amendée),
2. le contrôle des flux de trésorerie de la Société (tel que défini à l'Article 22.4 de la Directive 2009/65 telle qu'amendée), et
3. la conservation des actifs de la Société (telle que définie à l'Article 22.5 de la Directive 2009/65 telle qu'amendée).

Conformément aux usages bancaires et aux réglementations en vigueur, le dépositaire peut, sous sa responsabilité, confier à d'autres établissements bancaires ou intermédiaires financiers tout ou partie des actifs dont il a la garde.

Dans le cadre de ses fonctions de surveillance, et conformément à l'article 51/1, §1 de la loi du 3 août 2012, le dépositaire doit également :

1. s'assurer que les actifs dont il a la garde correspondent aux actifs mentionnés dans la comptabilité du Fonds ;
2. s'assurer que le nombre de parts en circulation mentionné dans sa comptabilité correspond au nombre de parts en circulation mentionné dans la comptabilité du Fonds ;
3. s'assurer que la vente, l'émission, le rachat et l'annulation des Actions ont lieu conformément au prospectus, à la Loi et aux Statuts ;
4. s'assurer que la valeur des Actions est calculée conformément au prospectus, à la Loi et aux Statuts ;
5. s'assurer que les limites de placement sont respectées conformément au prospectus, à la Loi et aux Statuts ;
6. exécuter les instructions de la Société de gestion à moins qu'elles ne soient contraires au prospectus, à la Loi ou aux Statuts ;
7. s'assurer que, dans le cadre des opérations sur les actifs du Fonds, la contrepartie lui est remise dans les délais habituels ;
8. s'assurer que les règles en matière de commission et frais sont respectées conformément au prospectus, à la Loi et aux Statuts ;
9. s'assurer que le revenu du Fonds est attribué conformément au prospectus, à la Loi et aux Statuts.

Le Dépositaire n'exercera, au nom de la Société, aucune activité liée à la Société ou à la Société de gestion susceptible d'engendrer des conflits d'intérêts entre la Société, ses investisseurs, la Société de gestion et lui-même, à moins qu'il ait fonctionnellement et hiérarchiquement séparé l'exercice de ses tâches de dépositaire et ses autres tâches pouvant engendrer lesdits conflits d'intérêts.

La Société de gestion, le délégataire de l'administration et le Dépositaire ainsi que leurs administrateurs, directeurs et actionnaires respectifs sont ou peuvent être impliqués dans d'autres activités financières, d'investissement ou professionnelles, susceptibles de créer des conflits d'intérêts avec la gestion et l'administration de la Société. Les entités disposent d'une politique de gestion de conflits d'intérêts à cette fin. De tels conflits d'intérêts potentiels pourraient par exemple se manifester dans la gestion d'autres fonds, les achats et ventes de titres, les services de courtage, les services de dépôt et/ou de garde de titres, ou lors du cumul de la fonction de la Banque Dépositaire et le délégataire de l'administration. Chaque partie s'engage à ce que l'exécution de ses obligations respectives ne soit pas compromise par de tels conflits d'intérêts. Les conflits d'intérêts potentiels liés au cumul des fonctions de Dépositaire et d'agent administratif sont identifiés et suivis, et des mesures sont en place pour les éviter et les gérer. Si un conflit d'intérêts se matérialisait, il serait déclaré et les administrateurs et les parties concernées s'engagent à le résoudre de façon équitable, dans un délai raisonnable et dans l'intérêt des actionnaires de la Société. La synthèse de la politique de gestion des conflits d'intérêts de la Société de gestion est disponible sur le lien suivant : <https://docfinder.bnpparibas-am.com/api/files/371603EA-8489-424E-A264-0CE37089C001>. La politique générale d'identification, de prévention et de gestion de conflits d'intérêts du délégataire de l'administration est disponible sur le lien suivant : <https://securities.cib.bnpparibas/app/uploads/sites/3/2021/07/conflict-of-interest-global-policy-bp2s-fr-2021.pdf>.

Exigence d'indépendance

La sélection du Dépositaire par la Société de gestion repose sur des critères solides, objectifs et prédéfinis et se fait dans le seul intérêt de la Société et de ses investisseurs. De plus amples informations concernant ce processus de sélection peuvent être fournies sur demande aux investisseurs par la Société de gestion.

Sous-dépositaire(s)

BNP Paribas Securities Services, 60, Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg - LUXEMBOURG à qui les tâches matérielles décrites à l'article 51/1, §3 de la loi du 3 août 2012 ont été déléguées pour les valeurs mobilières et les liquidités. La rémunération du sous-dépositaire est entièrement supportée par la banque dépositaire et n'alourdit pas les charges supportées par les actionnaires.

Afin de fournir des services de garde dans un grand nombre de pays et donc de permettre à la Société d'atteindre ses objectifs d'investissement, le Dépositaire a nommé des entités en tant que délégués pour les fonctions de sous-conservation. Une liste de ces délégués est disponible sur le site Internet <http://securities.bnpparibas.com/solutions/depositary-bank-trustee-services.html>, et sera également mise à disposition sans frais et sur demande par le Dépositaire.

Cette liste est susceptible de connaître des mises à jour. Une liste de l'ensemble des délégués peut être obtenue, sans frais et sur demande, auprès du Dépositaire.

Le processus de nomination de ces délégués et leur surveillance continue respectent les normes de qualité les plus strictes, en ce compris la gestion des éventuels conflits d'intérêts engendrés par cette nomination.

Aucune délégation des fonctions de conservation des actifs de la Société n'engendre actuellement un conflit d'intérêts. Cependant, si un conflit d'intérêts vient à survenir, le Dépositaire s'engagera à prendre toutes les mesures raisonnablement possibles afin de résoudre ces conflits d'intérêts dans les règles (compte tenu de ses obligations et fonctions respectives) et de veiller à ce que la Société et les actionnaires soient équitablement traités.

Commissaire

PwC Revisers d'entreprises S.C.C.R.L., Woluwedal, 18 - 1932 Sint-Stevens-Woluwe représentée par Brieuc Lefrancq.

Promoteur

BNP Paribas Fortis S.A./N.V

Service financier

BNP Paribas Fortis S.A., Montagne du Parc, 3 - 1000 Bruxelles

Personne ou personnes respectives sur lesquelles reposent les engagements visés aux articles 115, § 3, alinéa 3, 149, 152, 156, 157, § 1er, alinéa 3, 165, 179, alinéa 3, et 180, alinéa 3 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif à certains organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE

BNP Paribas Fortis S.A./N.V

Capital

Le capital social est toujours égal à la valeur de l'actif net. Il ne peut être inférieur à 1.200.000 EUR.

Règles pour l'évaluation des actifs

Voir article 10 des statuts.

Date de clôture des comptes

31 décembre

Règles relatives à l'affectation des produits nets

Voir article 24 des statuts.

Régime fiscal

Dans le chef de la sicav :

- Taxe annuelle :
 - Classe « Classic » : 0,0925% prélevée sur base des montants nets placés en Belgique au 31 décembre de l'année précédente.
 - Classe « I » et Classe « Life » : 0,01%, prélevée sur base des montants nets placés en Belgique au 31 décembre de l'année précédente.

Exemption de retenue à la source belge (« précompte mobilier ») sur les dividendes de source étrangère et sur les intérêts, encaissés par la sicav ; application des règles locales, européennes et conventionnelles concernant des retenues à la source éventuelles sur les revenus encaissés par la sicav.

Dans le chef de l'investisseur personne physique résident :

Le régime fiscal exposé ci-dessous est susceptible de changer. Il est conseillé à l'investisseur de se renseigner auprès de son organisme financier pour obtenir plus de renseignements sur la fiscalité applicable à son investissement, et de consulter également son propre conseiller fiscal professionnel.

Veuillez noter que des informations précises pour chaque compartiment se trouvent à la fin de la fiche le concernant.

- Dans tous les cas, des dividendes sont soumis au précompte mobilier de 30%.
- Si le compartiment n'investit pas directement ou indirectement, selon la date d'acquisition des parts, plus de 10% ou de 25%¹ de son patrimoine dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992 (CIR92), et si le compartiment n'offre pas de « rendement garanti » sur 8 ans ou moins au sens de l'article 19, § 1, 4° de ce Code, l'actionnaire ne sera pas imposé lors du rachat de ses actions.
- Si le compartiment n'investit pas directement ou indirectement, selon la date d'acquisition des parts, plus de 10% ou de 25%¹ de son patrimoine dans des créances visées à l'article 19bis du CIR92, mais que le compartiment offre un « rendement garanti » sur 8 ans ou moins au sens de l'article 19, § 1, 4° de ce Code, l'actionnaire sera soumis à un précompte mobilier de 30% sur la partie « rendement » de la valeur de rachat de ses actions.
- Si le compartiment investit directement ou indirectement, selon la date d'acquisition des parts, plus de 10% ou de 25%¹ de son patrimoine dans des créances visées à l'article 19bis du CIR92, l'actionnaire devra supporter un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, de plus-values et de moins-values, provenant des créances susvisées, à partir du 1 juillet 2005, de la date de la création du compartiment ou de la date de l'acquisition par l'investisseur (la date la plus récente, dont l'investisseur peut produire la preuve, sera pertinente, et est ci-après

¹ Pour les revenus payés ou attribués relatifs à des parts acquises à partir du 1^{er} janvier 2018, le pourcentage est de 10%. En ce qui concerne les revenus payés ou attribués relatifs à des parts acquises avant cette date, le pourcentage est de 25%.

appelée la « date d'entrée »).

Dans ce cas-là, le montant imposable dans le chef de l'actionnaire est en principe égal à la différence entre le « TIS » (« Taxable Income per Share ») du compartiment à la date d'entrée, et, s'il est inférieur, le « TIS » du compartiment au moment de l'acquisition, et pour autant que cette différence ne dépasse pas la différence entre la valeur de rachat et la valeur d'acquisition (ou d'investissement) des actions. Alternativement, en absence de « TIS » calculé selon les modalités belges, le montant imposable est égal à la différence entre la valeur de rachat et la valeur d'acquisition (ou d'investissement) des actions (généralement égale à la valeur d'investissement à la date d'entrée), multipliée par le pourcentage des actifs du compartiment investi dans les créances susvisées. Si la valeur d'acquisition (ou d'investissement) des actions à cette date n'est pas connue, la multiplication est effectuée sur base d'une valeur d'acquisition (ou d'investissement) supposée égale à 0.

Dans le chef de l'investisseur personne physique non-résident :

D'une part les dividendes distribués par la sicav, pour autant qu'ils proviennent de dividendes belges, et d'autre part la partie « rendement » de la valeur de rachat de compartiments qui offrent un « rendement garanti », sont en principe soumis à la retenue à la source belge (précompte mobilier) de 30%. Les investisseurs doivent vérifier s'ils peuvent, en vertu des Conventions préventives de Double Imposition, faire valoir une réduction ou exemption de retenue à la source belge.

L'OCDE et ses membres, dont la Belgique, ont élaboré une norme internationale « CRS » (« Common Reporting Standard ») en vue de procéder à un échange automatique de renseignements au niveau international et à des fins fiscales (« AEoI » – « Automatic Exchange of Information »). Cette norme trouve son fondement dans la convention multilatérale concernant l'Assistance Administrative Mutuelle en matière fiscale, la Directive européenne (Directive 2014/107/UE) et la loi. En application de cette norme, les institutions financières établies en Belgique doivent communiquer certaines informations concernant les comptes déclarables aux autorités fiscales belges, qui les échangeront à leur tour avec leurs homologues étrangers.

Le régime final de taxation des revenus et des plus-values perçus par un investisseur dépend de la législation applicable à son statut fiscal dans son pays de résidence. En cas de doute sur le régime fiscal applicable, il incombe à l'investisseur de se renseigner personnellement auprès de professionnels ou de conseillers compétents.

Informations supplémentaires

1. Sources d'information

Sur demande, les statuts ainsi que les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement, avant ou après la souscription des parts, au siège de la société ou auprès des distributeurs.

Le total des frais sur encours et les taux de rotation du portefeuille pour les périodes antérieures peuvent être obtenus au siège de la société ou aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Les performances historiques et le taux de rotation du portefeuille sont disponibles, pour chaque compartiment, dans le dernier rapport annuel. Le taux de rotation du portefeuille est calculé conformément aux dispositions section I et II de l'annexe B à l'arrêté royal du 12 novembre 2012, comme indicateur complémentaire de l'importance des frais de transaction. Il représente la fréquence de variation de la composition des actifs sur une période d'un an, suite aux transactions effectuées, indépendamment des inscriptions et des remboursements de parts. Une gestion active des actifs peut entraîner un taux de rotation plus élevé.

Le prospectus et le document d'informations clés pour l'investisseur peuvent être consultés sur le site internet www.bnpparibas-am.be.

Les paiements aux actionnaires, les rachats et les conversions d'actions sont effectués par l'intermédiaire des distributeurs. Toutes les informations concernant la sicav sont publiées sur le site de BEAMA (www.beama.be).

2. Assemblée générale annuelle des participants

Le deuxième jeudi du mois de avril à 14h30 Rue du Progrès 55 - 1210 Bruxelles ou à l'adresse indiquée dans la convocation.

3. Autorité compétente

Autorité des services et marchés financiers (FSMA), rue du Congrès, 12-14 - 1000 Bruxelles.

Le prospectus et le document d'informations clés pour l'investisseur sont publiés après avoir été approuvé par la FSMA, conformément à l'article 60 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances. Cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'offre, ni de la situation de celui qui la réalise. Le texte officiel des statuts a été déposé au greffe du tribunal de commerce.

4. Point de contact où des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaire

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium, Rue du Progrès, 55 - 1210 Bruxelles

Tél : 02/274.85.43 (Client Service) entre 9 et 17 heures

5. Personne(s) responsable(s) du contenu du prospectus et du document d'informations clés pour l'investisseur

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Belgium, Rue du Progrès, 55 - 1210 Bruxelles

La personne responsable du prospectus déclare qu'à sa connaissance les données du prospectus et du document d'informations clés pour l'investisseur sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

6. Les informations concernant les conflits d'intérêts peuvent être fournis aux investisseurs sur demande.

Avertissement

Le Prospectus ne peut être utilisé à des fins d'offre et de sollicitation de vente dans tout pays ou dans toute circonstance où une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée.

En particulier, les actions de la sicav n'ont pas été enregistrées conformément à une quelconque des dispositions légales ou réglementaires des Etats-Unis d'Amérique. Ce document ne peut en conséquence être introduit, transmis ou distribué dans ce pays, ou dans ses territoires ou possessions ou remis à ses résidents, à ses ressortissants ou à toutes autres sociétés, associations ou régimes de prévoyance sociale ou des entités dont les actifs constituent des actifs de régime de prévoyance sociale, qu'ils soient ou non soumis aux dispositions du United States Employee Retirement Income Securities Act de 1974, tel qu'amendé (collectivement, les « Régimes d'avantages sociaux »), ni à des entités créées ou régies selon les lois de ce pays. Par ailleurs, les actions de la sicav ne peuvent être ni offertes ni vendues à ces mêmes personnes.

Communication FATCA

Foreign Account Tax Compliance Act

Conformément aux dispositions du Foreign Account Tax Compliance Act (« FATCA ») applicables à compter du 1er juillet 2014, dès lors que la SICAV investit directement ou indirectement dans des actifs américains, les revenus tirés de ces investissements sont susceptibles d'être soumis à une retenue à la source complémentaire.

Afin d'éviter le paiement de cette retenue à la source FATCA, la Belgique et les Etats-Unis ont conclu un accord intergouvernemental aux termes duquel les institutions financières non américaines (« foreign financial institutions ») s'engagent à mettre en place une procédure d'identification des investisseurs directs ou indirects ayant la qualité de contribuables américains et à transmettre certaines informations sur ces investisseurs à l'administration fiscale belge, laquelle les communiquera à l'autorité fiscale américaine (« Internal Revenue Service »).

La SICAV, en sa qualité de foreign financial institution, s'engage à se conformer à FATCA et à prendre toute mesure relevant de l'accord intergouvernemental précité.

Communication Dodd Frank

La société de gestion n'est pas enregistrée en qualité d'*investment adviser* aux Etats-Unis.

La SICAV n'est pas enregistrée en tant que véhicule d'investissement aux Etats-Unis et ses actions ne sont pas et ne seront pas enregistrées au sens du *Securities Act* de 1933 et, ainsi, elles ne peuvent pas être proposées ou vendues aux Etats-Unis à des *Restricted Persons*, telles que définies ci-après.

Les *Restricted Persons* correspondent à (i) toute personne ou entité située sur le territoire des Etats-Unis (y compris les résidents américains), (ii) toute société ou toute autre entité relevant de la législation des Etats-Unis ou de l'un de ses Etats, (iii) tout personnel militaire des Etats-Unis ou tout personnel lié à un département ou une agence du gouvernement américain situé en dehors du territoire des Etats-Unis, ou (iv) toute autre personne qui serait considérée comme une *U.S. Person* au sens de la *Regulation S* issue du *Securities Act* de 1933, tel que modifié.

Communication « Automatic Exchange of Information » (AEOI)

Pour répondre aux exigences de l'« Automatic Exchange of Information » (AEOI), la Société peut avoir l'obligation de recueillir et de divulguer des informations sur ses investisseurs à des tiers y compris aux autorités fiscales, afin de les transmettre aux juridictions concernées. Ces informations peuvent inclure (mais ne sont pas limitées à) l'identité des investisseurs et de leurs bénéficiaires directs ou indirects, des bénéficiaires finaux et des personnes les contrôlant. L'investisseur sera tenu de se conformer à toute demande de la Société de fournir ces informations afin de permettre à la Société de se conformer à ses obligations de déclarations. Pour toute information relative à sa situation particulière, l'investisseur est invité à consulter un conseiller fiscal indépendant.

Politique globale de développement durable

La Politique globale de développement durable décrit l'intégration ESG dans les critères d'investissement appliqués par les gestionnaires pour chaque compartiment. Les risques de durabilité (tels que définis sous la rubrique « Risque en matière de durabilité » ci-dessous) sont intégrés dans les décisions d'investissement en vue de leur atténuation.

ESG signifie Environnement, Social et Gouvernance. Ce sont trois facteurs couramment utilisés pour évaluer le niveau de durabilité d'un investissement. BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT s'engage à adopter une approche durable en matière d'investissement.

Les critères ESG sont intégrés dans le processus d'investissement de chaque compartiment au travers des normes suivantes :

- 1) respect des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies: Le Pacte Mondial des Nations Unies (<https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles>) est un cadre commun, reconnu dans le monde entier et applicable à tous les secteurs industriels. Il s'appuie sur les conventions internationales dans les domaines des droits de la personne, des normes du travail, du respect de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Les sociétés qui violent un ou plusieurs des principes sont exclues des investissements dans les compartiments et celles qui risquent de le faire sont étroitement surveillées ou exclues ; et
- 2) respect des politiques sectorielles de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT. BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT a également défini une série de lignes directrices ESG relatives aux investissements dans les secteurs sensibles. Les sociétés de ces secteurs sensibles qui ne respectent pas les principes minimaux énoncés dans ces lignes directrices sont exclues des investissements des compartiments. Les secteurs concernés comprennent, entre autres, l'huile de palme, la pâte à papier, les activités minières, les sables bitumineux, le nucléaire, la production d'énergie à partir du charbon, le tabac, les armes controversées et l'amiante. La politique d'exclusion sectorielle détaillée de BNPP AM est disponible sur le site <https://www.bnpparibas-am.com/fr/sustainability/en-tant-quinvestisseur/> dans le document « Responsible Business Conduct Policy », point B.

Les deux normes ci-dessus sont communiquées aux gestionnaires par le Sustainability Center de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT sous la forme d'une liste d'exclusion. Cette liste constitue le socle commun applicable.

En outre, une intégration ESG peut être réalisée au travers de l'analyse de données extra-financières fournies par les principales agences de notation sociale et environnementale (ou extra-financière) (comme par exemple Sustainalytics, Vigeo Eiris, MSCI, ISS-Oekom, etc.), les émetteurs sur des critères non financiers tels que (liste non exhaustive) :

- Environnement : promotion de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, économie des ressources naturelles, traitement des déchets.
- Social : respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs, gestion des ressources humaines (santé et sécurité des travailleurs, politique de formation et de rémunération, taux de rotation, suivi de carrière, résultat PISA : programme international pour le suivi des acquis des élèves).
- Gouvernance : indépendance du Conseil d'administration vis-à-vis de la direction générale, respect du droit des actionnaires minoritaires, séparation des fonctions de direction et de contrôle, lutte contre la corruption, liberté de la presse, rémunération des dirigeants.

La mesure dans laquelle l'intégration ESG est appliquée varie en fonction du type de compartiment, de classe d'actifs, de région et d'instrument utilisé. Certains compartiments peuvent appliquer des règles d'investissement plus restrictives, telles que décrites dans la partie spécifique du prospectus. En effet, la manière et le degré d'intégration ESG, comme les scores ESG, dans chaque processus d'investissement sont déterminés par le gestionnaire d'investissement pour chaque processus d'investissement. Dans tous les cas, les gestionnaires respecteront au minimum la liste d'exclusion communiquée par le Sustainability Center.

Une révision de chaque émetteur autorisé et du respect du contrôle de leurs critères durables est prévue au moins une fois par an. Dans l'éventualité où les normes et critères ci-dessus ne seraient plus respectés, les gestionnaires de placement ajusteront la composition des portefeuilles dans le meilleur intérêt des actionnaires et selon l'analyse et les normes ESG mentionnées ci-dessus, le cas échéant.

Par ailleurs, le vote aux assemblées générales des sociétés dans lesquelles les compartiments investissent fait partie de l'approche durable en matière d'investissement de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT. De même, la Société de gestion travaille en étroite collaboration avec des organisations de référence dans le domaine de l'investissement responsable pour promouvoir le développement durable et améliorer les pratiques actuelles.

De plus amples informations et documents sur la politique globale de développement durable de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT sont disponibles sur le site Internet à l'adresse suivante : <https://www.bnpparibas-am.com/en/our-approach-to-responsibility/as-a-responsible-investor/>.

Catégorisation selon SFDR

Le Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers, aussi connu sous le nom de « Sustainable Finance Disclosure Regulation (SFDR) » prévoit différentes catégories de placement selon leur durabilité :

- Les OPC ayant pour objectif l'investissement durable (OPC aussi appelés « Produit Article 9 »).
- Les OPC qui promeuvent, entre autres caractéristiques, des caractéristiques environnementales et/ou sociales et investissent dans des sociétés appliquant des pratiques de bonne gouvernance (OPC aussi appelés « Produit Article 8 »).

Le tableau ci-dessous mentionne la catégorisation SFDR des compartiments de la Sicav :

Compartiment	Catégorisation SFDR
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE CONSERVATIVE	-
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE DEFENSIVE	-
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE DYNAMIC	-
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE NEUTRAL	-
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE DEFENSIVE	Article 8
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE DYNAMIC	Article 8
BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE NEUTRAL	Article 8
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE NEUTRAL	Article 8
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE CONSERVATIVE	Article 8
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DYNAMIC	Article 8
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE AGGRESSIVE	Article 8
BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DEFENSIVE	Article 8

Politique de rémunération :

La Société de gestion applique une Politique de rémunération sensée, efficace et durable qui est conforme à la stratégie, à la tolérance aux

risques, aux objectifs et aux valeurs de la Société.

La Politique de rémunération est conforme et contribue à une gestion des risques sensée et efficace et n'encourage pas à prendre davantage de risques que nécessaire dans le cadre des modalités de fonctionnement et de la politique d'investissement de la Société.

Les principes clés de la politique de rémunération sont :

- Mettre en œuvre une politique et des pratiques de rémunération compétitives afin d'attirer, de motiver et de garder les collaborateurs les plus performants ;
- Éviter les conflits d'intérêts ;
- Aboutir à une politique et à des pratiques de rémunération sensées et efficaces tout en évitant les prises de risques excessives ;
- Garantir une concordance avec les risques à long terme et récompenser le respect des objectifs à long terme ;
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de rémunération durable et responsable, caractérisée par une structure et des niveaux de rémunération économiquement rationnels.

De plus amples informations concernant la Politique de rémunération mise à jour sont disponibles sur le site Internet <http://www.bnpparibas-am.com/fr/politique-de-remuneration/>, et seront également mises à disposition sans frais et sur demande par la Société de gestion.

Politique applicable en matière de class actions :

Conformément à sa politique, la Société de gestion :

- ne participe pas, en principe, à des *class actions* actives (à savoir, la société de gestion n'engage aucune procédure, n'agit pas en qualité de plaignant, ne joue aucun autre rôle actif dans une *class action* contre un émetteur) ;
- peut participer à des *class actions* passives dans les juridictions où la société de gestion estime, à sa seule discrétion, que (i) la *class action* est suffisamment rentable (par exemple, lorsque les revenus attendus dépassent les coûts à prévoir pour la procédure), (ii) l'issue de la *class action* est suffisamment prévisible et (iii) les données pertinentes requises pour l'évaluation de l'éligibilité de la *class action* sont raisonnablement disponibles et peuvent être gérées de manière efficace et suffisamment fiable ;
- toutes les sommes perçues par BNP Paribas Asset Management dans le cadre d'une *class action*, nettes des coûts externes supportés, seront reversées aux fonds impliqués dans la *class action* concernée.

La société de gestion peut à tout moment modifier sa politique applicable en matière de *class actions* et peut s'écarter des principes énoncés ci-dessus dans des circonstances particulières.

Les principes de la politique en matière de *class actions* applicable à la SICAV sont disponibles sur le site internet de la société de gestion.

Opérations de financement sur titres: aucun compartiment ne s'engagera dans des opérations de financement sur titres comme des prêts ou des emprunts de titres, des opérations de pension ou des opérations d'achat-revente ou de vente-rachat, des opérations de prêt avec appel de marge ou des contrats d'échange de performance global.

Indicateur synthétique de risque et de rendement

L'indicateur synthétique de risque et de rendement (SRRRI), calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010, est, pour chaque compartiment, repris dans les informations clés pour l'investisseur. Cet indicateur représente la volatilité annuelle du fonds sur une période de 5 ans. La note 1 correspond au niveau de risque le plus faible et 7 au niveau de risque le plus élevé, étant précisé que la catégorie de risque la plus faible ne signifie pas « sans aucun risque » mais un risque faible.

A un risque plus faible indiqué par un score faible correspondra un rendement potentiellement plus faible et, inversement, à un risque plus élevé indiqué par un score plus élevé sera associé un rendement potentiellement plus élevé.

Les données historiques utilisées ne préjugent pas du profil de risque futur. La catégorie de risque associé au produit n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps, le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Risques d'investissement

Les investisseurs potentiels sont priés de lire attentivement le prospectus dans son intégralité avant de procéder à un quelconque placement. Tout investissement peut également être affecté par des modifications quelconques relatives aux règles en matière de contrôle des taux de change, de fiscalité ou de retenue à la source ou encore en termes de politiques économiques et monétaires. Enfin, l'investisseur est averti que la performance peut ne pas être conforme à son objectif et que la valeur de son investissement peut augmenter comme diminuer et que son capital investi (déduction faite des commissions de souscription) peut ne pas lui être totalement restitué.

Les risques significatifs et pertinents auxquels la sicav est susceptible d'être exposée sont énumérés ci-dessous.

Les risques auxquels chaque compartiment est susceptible d'être exposé sont mentionnés dans la fiche y relative.

Risque de crédit

Ce risque est présent dans chaque compartiment ayant des titres de créance dans son univers d'investissement.

C'est le risque pouvant résulter de la dégradation de notation ou du défaut d'un émetteur d'obligations auquel sont exposés les compartiments et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements. Ce risque est lié à la capacité d'un émetteur à honorer ses dettes.

La dégradation de la notation d'une émission ou d'un émetteur pourrait entraîner la baisse de la valeur des titres de créance concernés, dans lesquels le compartiment est investi.

Certaines stratégies utilisées peuvent s'appuyer sur des obligations émises par des émetteurs présentant un risque de crédit élevé

(titres à haut rendement).

Les compartiments investissant en obligations à rendement élevé présentent un risque supérieur à la moyenne en raison soit de la plus grande fluctuation de leur devise soit de la qualité de l'émetteur.

Risque de liquidité

Ce risque concerne potentiellement tous les instruments financiers dans chacun des compartiments.

Il y a un risque que des investissements faits dans les compartiments deviennent illiquides en raison d'un marché trop restreint (souvent reflété par un spread bid-ask très large ou bien de grands mouvements de prix) ; ou si leur « notation » se déprécie, ou bien si la situation économique se détériore ; par conséquent ces investissements pourraient ne pas être vendus ou achetés assez rapidement pour empêcher ou réduire au minimum une perte dans les compartiments.

Risque de contrepartie

Ce risque est lié à la qualité ou au défaut de la contrepartie avec laquelle la société de gestion négocie notamment soit le règlement/livraison d'instruments financiers, soit la conclusion de contrats sur instruments financiers à terme. Ce risque est lié à la capacité de la contrepartie à respecter ses engagements (par exemple : paiement, livraison, remboursement).

Risque Opérationnel & risque de conservation

Certains marchés offrent moins de sécurité que la plupart des marchés réglementés internationaux ; les prestations relatives à la conservation et à la liquidation effectuées pour compte du compartiment investi sur ces marchés, pourraient s'avérer plus risquées.

Risques liés aux instruments dérivés

En vue de couvrir (stratégie d'utilisation de dérivés à des fins de couverture (hedging)) et/ou bien d'optimiser le rendement de son portefeuille (stratégie d'utilisation de dérivés à des fins d'investissement (trading)), le compartiment est autorisé à avoir recours aux techniques et instruments dérivés dans les conditions décrites dans la fiche relative au compartiment (notamment les warrants sur valeurs mobilières, les contrats d'échange de valeurs mobilières, de taux, de devises, d'inflation, de volatilité et autres instruments financiers dérivés, les contrats for difference (CFD), les credit default swaps (CDS), les contrats à terme, les options sur valeurs mobilières, sur taux ou sur contrats à terme, etc.).

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que l'utilisation de dérivés à des fins d'investissement (trading) est assortie d'un effet de levier. Par ce biais, la volatilité du rendement des compartiments est accrue.

Risques liés aux marchés actions

Ce risque est présent dans chaque compartiment ayant des actions dans son univers d'investissement.

Les risques associés aux placements en actions (et instruments apparentés) englobent les fluctuations significatives de cours, les informations négatives relatives à l'émetteur ou au marché et le caractère subordonné des actions par rapport aux obligations émises par la même société. Ces fluctuations sont par ailleurs souvent amplifiées à court terme.

Le risque qu'une ou plusieurs sociétés enregistrent un recul ou ne progressent pas peut avoir un impact négatif sur la performance de l'ensemble du portefeuille à un moment donné. Il n'y a pas de garantie que les investisseurs verront la valeur s'apprécier. La valeur des investissements et les revenus qu'ils génèrent peuvent tout aussi bien diminuer qu'augmenter et il se peut que les investisseurs ne récupèrent pas leur mise initiale.

Il n'y a aucune assurance que l'objectif d'investissement sera effectivement atteint.

Certains compartiments peuvent investir en sociétés faisant l'objet d'une introduction en bourse (Initial Public Offering). Le risque dans ce cas est que le cours de l'action qui vient d'être introduite en bourse fasse preuve d'une grande volatilité à la suite de facteurs tels que l'absence d'un marché public antérieur, des transactions non saisonnières, le nombre limité de titres négociables et le manque d'informations sur l'émetteur. Un compartiment peut détenir de tels titres pendant très peu de temps, ce qui est de nature à augmenter les frais.

Les compartiments investissant en valeurs de croissance peuvent être plus volatils que le marché dans son ensemble et peuvent réagir différemment aux développements économiques, politiques, du marché et spécifiques à l'émetteur. Les valeurs de croissance affichent traditionnellement une volatilité supérieure à celle des autres valeurs, surtout sur des périodes très courtes. De telles valeurs peuvent en outre être plus chères, par rapport à leur bénéfice, que le marché en général. Par conséquent, les valeurs de croissance peuvent réagir plus violemment à des variations de leur croissance bénéficiaire.

Certains compartiments peuvent baser leur objectif sur une amplification des mouvements boursiers, ce qui entraîne une volatilité supérieure à la moyenne.

Le gestionnaire peut temporairement adopter une attitude plus défensive lorsqu'il estime que la bourse ou l'économie des pays dans lesquels le compartiment investit connaît une volatilité excessive, un déclin général persistant ou d'autres conditions néfastes. Dans de telles circonstances, le compartiment peut se révéler incapable de poursuivre son objectif d'investissement.

Risques de taux d'intérêt

Ce risque est présent dans chaque compartiment ayant des produits de taux dans son univers d'investissement.

La valeur d'un investissement peut être affectée par les fluctuations des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt peuvent être influencés par nombre d'éléments ou d'événements comme les politiques monétaires, le taux d'escompte, l'inflation...

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que l'augmentation des taux d'intérêt a pour conséquence la diminution de la valeur des investissements en instruments obligataires et titres de créance.

Risques de change

Ce risque est présent dans chaque compartiment ayant des positions dénommées dans des devises différentes de sa devise de référence. Le compartiment comporte des actifs libellés dans des devises différentes de sa devise de référence. Il peut être affecté par toute fluctuation des taux de change entre sa devise de référence et ces autres devises ou par une éventuelle modification en matière de contrôle des taux de change. Si la devise dans laquelle un titre est libellé s'apprécie par rapport à la devise de référence du compartiment, la contrevaletur du titre dans cette devise de référence va s'apprécier. A l'inverse, une dépréciation de cette même devise entraînera une dépréciation de la contrevaletur du titre.

Lorsque le gérant procède à des opérations de couverture contre le risque de change, la complète efficacité de celle-ci ne peut cependant pas être garantie.

Risque Lié aux stratégies d'investissement alternatifs

Les stratégies d'investissements alternatifs impliquent des risques qui dépendent du type de stratégie : risque d'investissement (risque spécifique), risque de modèle, risque de construction de portefeuille, risque de valorisation (dans le cas de dérivés de gré à gré), risque de contrepartie, risque de crédit, risque de liquidité, risque de levier (risque que les pertes dépassent l'investissement initial), risque financier de vente à découvert à l'aide d'instruments dérivés.

Risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond)

L'investissement dans des titres à revenu fixe de notation inférieure à Investment Grade, présente un risque plus important que l'émetteur soit incapable ou peu disposé à faire face à ses obligations, exposant ainsi le compartiment à une perte correspondant au montant investi dans une telle valeur mobilière.

Risques liés à l'inflation

Tout type d'investissement est concerné par ce risque.

Il arrive que les rendements des investissements à court terme n'évoluent pas au même rythme que l'inflation, entraînant ainsi une réduction du pouvoir d'achat des investisseurs.

Risques fiscaux

C'est un risque générique.

La valeur d'un investissement peut être affectée par l'application des lois fiscales des différents pays, y compris les retenues à la source, les changements de gouvernement ou de politique économique ou monétaire dans les pays concernés. En conséquence, aucune garantie ne peut être donnée que les objectifs financiers seront effectivement atteints.

Risque lié aux marchés des matières premières

Ce risque est présent dans chaque compartiment ayant des positions (indirectes) relatives à des matières premières dans son univers d'investissement.

Les marchés des matières premières peuvent présenter des variations significatives et brutales des cours qui ont une incidence directe sur la valorisation des actions et titres assimilables aux actions dans lesquels le compartiment peut investir et/ou du ou des indices au(x)quel(s) le compartiment peut être exposé.

En outre, les actifs sous-jacents peuvent avoir une évolution sensiblement différente des marchés de valeurs mobilières traditionnelles (actions, obligations, etc.).

Risques relatifs aux marchés émergents et petites capitalisations boursières

Les compartiments investissant dans les marchés émergents, les petites capitalisations boursières ou des secteurs spécialisés ou restreints sont susceptibles d'afficher une volatilité supérieure à la moyenne en raison d'un haut degré de concentration, d'incertitudes accrues résultant de la moindre quantité d'informations disponibles, de la moindre liquidité ou d'une plus grande sensibilité aux modifications des conditions de marché (conditions sociales, politiques et économiques). Par ailleurs, certains marchés émergents offrent moins de sécurité que la plupart des marchés internationaux développés. Pour cette raison, les prestations relatives aux transactions dans le portefeuille, à la liquidation et à la conservation effectuées pour compte des fonds investis sur les marchés émergents pourraient être plus risquées. La Société et les investisseurs acceptent de supporter ces risques.

En ce qui concerne les investissements sur le marché russe, ils sont effectués sur le « Russian Trading System Stock Exchange » (« RTS Stock Exchange ») qui rassemble un grand nombre d'émetteurs russes et permet une couverture quasi-exhaustive de l'univers des actions russes. Le choix du RTS Stock Exchange permet de bénéficier de la liquidité du marché russe sans avoir à traiter en devise locale vu que le RTS Stock Exchange permet de traiter tous les émetteurs directement en USD.

Les sociétés de plus petite taille peuvent s'avérer incapables de générer de nouveaux fonds pour assurer leur croissance et leur développement, peuvent manquer de vision en matière de gestion ou peuvent développer des produits pour de nouveaux marchés incertains.

Risque lié aux warrants

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que les warrants sont des instruments complexes, volatiles et à hauts risques : la probabilité de perte totale du capital investi est grande; en outre une des principale caractéristiques des warrants est l'« effet de levier » qui se manifeste par le fait qu'une variation de la valeur du sous-jacent peut avoir un effet disproportionné sur la valeur du warrant. Enfin il n'existe aucune garantie, qu'en cas de marché illiquide, le warrant puisse être revendu sur un marché secondaire.

Facteurs de risque FATCA

La retenue à la source Foreign Account Tax Compliance peut s'appliquer aux paiements relatifs à votre placement.

La loi Américaine « Foreign Account Tax Compliance Act » (« FATCA ») est susceptible d'imposer une retenue à la source sur certains paiements aux investisseurs qui ne fourniraient pas les informations requises par FATCA. Si un montant devait être retenu au titre de FATCA sur les paiements relatifs aux actions de la SICAV, ni celle-ci, ni aucune autre personne ne serait tenue d'en supporter le coût. Les investisseurs potentiels doivent se reporter à la section « Taxation » du « Foreign Account Tax Compliance Act ».

Le reporting Foreign Account Tax Compliance peut exiger la transmission d'informations concernant votre placement.

FATCA impose un nouveau régime de déclaration, en vertu duquel la Société peut avoir l'obligation de recueillir et de divulguer des informations sur ses investisseurs à des tiers y compris aux autorités fiscales belges, afin de les transmettre aux autorités fiscales américaines (« IRS »: Internal Revenue Service). Les informations divulguées peuvent inclure (mais ne sont pas limitées à) l'identité des investisseurs et de leurs bénéficiaires directs ou indirects, les bénéficiaires finaux et les personnes les contrôlant. L'investisseur sera tenu de se conformer à toute demande fondée de telles informations émanant de la Société, pour lui permettre de se conformer à ses obligations déclaratives. Tout investisseur qui ne se conformerait pas à une telle demande pourrait voir les paiements relatifs à ses actions de la SICAV soumis à une retenue à la source ou à une déduction, ou au rachat ou à la vente obligatoire de ses actions.

Risques liés aux investissements dans certaines régions

Les investissements dans certains pays (Chine, Inde, Indonésie, Japon, Arabie Saoudite, Thaïlande) impliquent des risques liés aux restrictions imposées aux investisseurs étrangers, aux contreparties, à la volatilité de marché plus élevée ainsi qu'un risque d'absence de liquidité de certaines lignes de portefeuille. Par conséquent certaines actions pourraient ne pas être disponibles pour le compartiment en raison du fait que le nombre d'actionnaires étrangers autorisé ou le total des investissements permis pour des actionnaires étrangers ont été atteints. De plus, le rapatriement à l'étranger, par des investisseurs étrangers, de leur part de bénéfices nets, de capitaux et de dividendes peut être restreinte ou requérir l'accord du gouvernement concerné. La Société n'investira que si les restrictions lui paraissent acceptables. Aucune garantie ne peut cependant être donnée qu'aucune restriction supplémentaire ne sera imposée à l'avenir.

Risque lié aux investissements Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)

L'absence de définitions et de labels communs ou harmonisés intégrant les critères ESG et de durabilité au niveau de l'UE peut se traduire par des approches différentes de la part des gérants lors de la fixation des objectifs ESG.

Cela signifie également qu'il peut être difficile de comparer des stratégies intégrant des critères ESG et de durabilité dans la mesure où la sélection et les pondérations appliquées à la sélection de certains investissements peuvent être basées sur des indicateurs qui peuvent partager le même nom mais ont des significations sous-jacentes différentes.

Lors de l'évaluation d'un titre sur la base des critères ESG et de durabilité, le gérant peut également utiliser des sources de données fournies par des fournisseurs externes de recherche ESG. Compte tenu de la nature évolutive de l'ESG, ces sources de données peuvent pour l'instant être incomplètes, inexactes ou indisponibles.

L'application de normes de conduite responsables ainsi que de critères ESG et de durabilité dans le processus d'investissement peut conduire à l'exclusion des titres de certains émetteurs. Par conséquent, la performance d'un compartiment peut parfois être meilleure ou moins bonne que celle des fonds similaires qui n'appliquent pas de telles normes.

Risque en matière de durabilité

Par « risque en matière de durabilité », on entend un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. Exemples non limitatifs :

- Sur le plan environnemental : le risque de réchauffement climatique, le risque de pénurie de ressources naturelles... ;
- Sur le plan social : le risque de restructurations, le risque d'accidents du travail ... ;
- Sur le thème de la gouvernance d'entreprise : le risque de non-respect du droit des actionnaires minoritaires, le risque de corruption ...

Les risques de durabilité non-gérés ou non-mitigés peuvent avoir un impact, à court terme et/ou à long terme, sur les rendements des compartiments. Par exemple, si un événement ou une condition environnementale, sociale ou de gouvernance devait se produire, il pourrait avoir un impact négatif significatif, réel ou potentiel, sur la valeur d'un investissement. La survenance d'un tel événement ou d'une telle condition peut entraîner le remaniement de la stratégie d'investissement d'un compartiment, y compris l'exclusion des titres de certains émetteurs.

En particulier, l'impact négatif des risques liés au développement durable peut affecter le rendement des émetteurs par le biais d'une gamme de mécanismes incluant: 1) la baisse du chiffre d'affaires; 2) des coûts plus élevés; 3) les dommages ou la dépréciation de la valeur des actifs; 4) un coût du capital plus élevé; et 5) des amendes ou des risques réglementaires.

En raison de la nature des risques liés à la durabilité et de sujets spécifiques tels que le changement climatique, la probabilité que les risques liés à la durabilité aient un impact sur les rendements des compartiments est susceptible d'augmenter sur des horizons à plus long terme.

Les risques de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement comme décrit ci-dessus dans la rubrique « Politique globale de développement durable ».

Commissions et frais

Le montant des frais courants, calculé conformément aux dispositions du règlement 583/2010, est, pour chaque compartiment, repris dans le document d'informations clés pour l'investisseur. Les frais courants représentent l'ensemble des frais de fonctionnement et de gestion facturés au fonds, net de rétrocessions.

Ces frais comprennent notamment : les frais de gestion ; les frais liés au dépositaire ; les frais liés au teneur de compte, le cas échéant ;

les frais liés au conseiller d'investissement, le cas échéant ; les frais de commissariat aux comptes ; les frais liés aux délégués (financier, administratif et comptable), le cas échéant ; les frais liés à l'enregistrement du fonds dans d'autres états membres, le cas échéant ; les frais liés à la distribution ; les droits d'entrée et de sortie lorsque l'OPCVM souscrit ou rachète des parts ou actions d'un autre OPCVM ou fonds d'investissement.

Le montant des frais courants peut varier d'un exercice à l'autre. Il ne comprend pas les commissions de performance ni les frais de transaction du portefeuille, à l'exception des frais d'entrée et de sortie payés par le fonds à l'achat ou à la vente de parts d'un autre organisme de placement collectif. Le chiffre le plus récent est publié dans le document d'informations clés pour l'investisseur.

Souscriptions

Pour qu'un ordre soit exécuté à la valeur nette d'inventaire d'un jour d'évaluation donné, il faut qu'il soit reçu par la Société avant la date et l'heure spécifiées dans les conditions particulières détaillées dans la partie spécifique à chaque compartiment concerné. L'investisseur est prié de s'informer de l'heure de clôture de la réception des ordres pratiquée par son distributeur. Les ordres reçus après cette limite seront traités à la valeur nette d'inventaire du jour d'évaluation suivant.

Rachats

Sous réserve des exceptions et limitations prévues dans le Prospectus, tout actionnaire a le droit, à tout moment, de faire racheter ses actions par la Société.

Pour qu'un ordre soit exécuté à la valeur nette d'inventaire d'un jour d'évaluation donné, il faut qu'il soit reçu par la Société avant la date et l'heure spécifiées dans les conditions particulières détaillées dans la partie spécifique à chaque compartiment concerné. L'investisseur est prié de s'informer de l'heure de clôture de la réception des ordres pratiquée par son distributeur. Les ordres reçus après cette limite seront traités à la valeur nette d'inventaire du jour d'évaluation suivant.

Suspension du remboursement des parts

Les articles 195 et 196 de l'Arrêté Royal du 12 novembre 2012 relatif à certains organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE sont applicables.

Swing Pricing

Le swing pricing est un mécanisme qui vise à éliminer l'impact négatif sur la VNI, causé par les entrées et sorties d'actionnaires. Si les entrées ou sorties nettes dépassent un certain niveau (le seuil), la VNI sera ajustée à la hausse ou à la baisse à l'aide d'un pourcentage déterminé (le swing factor). Ainsi, en cas d'importantes sorties nettes, la VNI sera ajustée à la baisse, et les actionnaires sortants recevront alors une VNI un peu moins élevée. A l'inverse, en cas d'importantes entrées nettes, la VNI sera ajustée à la hausse, entraînant pour les actionnaires entrants le paiement d'une VNI un peu plus élevée. Dans les deux cas, les actionnaires existants sont protégés contre les frais entraînés par les entrées et sorties. Cette technique est donc à l'avantage des investisseurs à long terme et décourage la spéculation à brève échéance.

Le swing pricing est, par essence, une intervention comptable lors du calcul de la VNI. La VNI sera augmentée ou réduite, à l'aide du swing factor, à la date des importantes entrées ou sorties nettes. Lors du calcul suivant, la VNI sera, sauf nouvelle application du mécanisme de swing pricing, à nouveau au niveau normal.

Pour tous les compartiments, le conseil d'administration de la Société peut estimer que les conditions de marché nécessitent, dans l'intérêt des actionnaires, d'appliquer un swing factor à la VNI. Cette décision sera prise si les entrées ou sorties nettes dépassent un seuil déterminé par la Société de gestion. Par conséquent, le swing pricing ne sera pas appliqué à chaque calcul de la VNI. Le seuil sera déterminé par la Société de gestion, par compartiment, en tenant compte de l'orientation de la gestion et de la liquidité des actifs détenus.

La détermination du swing factor se fera par la Société de gestion, en fonction des frais de transaction (estimés), pour couvrir adéquatement l'impact négatif de la dilution, avec un maximum fixé à 1 % par le conseil d'administration de la Société.

Les données spécifiques au sujet de l'utilisation du swing pricing durant une année seront reprises dans le rapport périodique couvrant cette période.

Indication des limites de la politique de placement

La Sicav est soumise et respecte les limites de placement prévues dans l'Arrêté Royal du 12 novembre 2012 relatif à certains organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE.

Informations concernant les parts et leur négociation

Au sein de chaque compartiment, le conseil d'administration aura la faculté de créer les classes d'actions suivantes :

Classe « Classic »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « D »).

Classe « Life »

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution moins élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et par son canal de distribution indirect. Elle est réservée à la compagnie d'assurance belge AG Insurance, laquelle offrira indirectement les parts de la sicav au public via un produit d'assurance.

Classe « I »

Les actions « I » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du trois août deux mille douze relative

aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances. Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite. Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum EUR 250.000. Dans cette catégorie, les actions seront nominatives. S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Classe « I Plus »

Les actions « I Plus » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du trois août deux mille douze relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances. Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite. Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum EUR 15.000.000. Dans cette catégorie, les actions seront nominatives. S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Classe « N »

Les actions « N » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont de capitalisation (« N-Cap ») uniquement. Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution plus élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et/ou de distribution. Cette catégorie est réservée aux investisseurs servis par un canal de distribution qui n'est pas administré par une compagnie appartenant au groupe BNP Paribas.

LEXIQUE

Indice

Une valeur statistique qui mesure la performance d'un groupe de constituants (par exemple des actions ou des obligations), dans laquelle chaque constituant est attribué un poids défini. Selon la méthode de calcul, trois types d'indices se distinguent :

- Return Index (« RI »), dans laquelle les revenus provenant des constituants sont automatiquement réinvestis dans les mêmes constituants ;
- Net Return Index (« NR »), dans laquelle les revenus, nette de taxe retenue à la source, sont automatiquement réinvestis dans les mêmes constituants ;
- Price Index (« PI »), qui suit uniquement les changements dans le prix des constituants, sans tenir compte des revenus y provenant.

Label Febelfin

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") est une norme de qualité, supervisée par la Central Labelling Agency of the Belgian SRI Label (CLA). Il définit un ensemble d'exigences minimales auxquelles un produit financier durable doit satisfaire tant au niveau du portefeuille que du processus d'investissement. Lorsque le label de durabilité est attribué à un fonds, cela implique que son gestionnaire assume sa responsabilité sociétale en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance, dans le cadre de ses décisions d'investissement. Dans la pratique, il le fera à tout le moins via l'application des deux stratégies suivantes :

- l'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : contrôle des émissions polluantes, gestion des déchets, efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : respect de la diversité, formation du personnel, prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : transparence des comptes, lutte contre la corruption, indépendance du conseil d'administration,...
- l'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écartier les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardsustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

STP :

Processus de traitement automatique de bout en bout sans saisie ni intervention manuelle.

Les ordres STP sont transmis électroniquement via des fichiers STP ou par swift et sont processés automatiquement, tandis que les ordres non STP nécessitent une intervention manuelle afin de processer l'ordre. Exemples d'ordre non STP : fax, email... L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE CONSERVATIVE

En abrégé : BNPP B STRAT EUR CONSERVATIVE

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

EUROPE CONSERVATIVE

Date de constitution

3 février 2015

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant principalement au niveau européen dans les marchés d'obligations.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans des emprunts d'Etat ou autres obligations de bonne qualité, libellés en EUR, directement ou par l'investissement en autres organismes de placement collectifs établis dans la zone Euro.

La sélection des actifs est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire. Il peut également investir en liquidités et instruments du marché monétaire, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification principalement européenne (minimum 90%) des investissements.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence conservateur dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit :

- Actions : 0%
- Obligations : 100%
- Investissements alternatifs* : 0%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 0% - 5%
- Obligations : 0% - 100%
- Investissements alternatifs* : 0% - 15%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 100%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 50% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury (EUR) RI + 50% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés

par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnés par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté

par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agenciers » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.
- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque conservateur.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Classic » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Classic » : -	Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « sortant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Classic » : 0,65% par an
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Classic » : 0,153% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Classic » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Classic » : 0,0925% par an
Autres frais	0,07% par an (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Codes ISIN

Classic-Distribution: BE6272925320

Classic-Capitalisation: BE6272923309

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Du 16 mars 2015 au 30 avril 2015 inclus, avec date de paiement le 8 mai 2015.

Prix de souscription initiale

Classic-Distribution : 100 EUR

Classic-Capitalisation : 100 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾ 11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE DEFENSIVE

En abrégé : BNPP B STRAT EUR DEFENSIVE

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

EUROPE DEFENSIVE

Date de constitution

3 février 2015

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant principalement au niveau européen dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire.

Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification principalement européenne (minimum 90%) des investissements.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence défensif dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 21,5%
- Obligations : 68%
- Investissements alternatifs : 10,5%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 0% - 30%
- Obligations : 30% - 90%
- Investissements alternatifs : 0% - 30%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 70%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 9% MSCI Europe (EUR) NR + 7.5% MSCI Europe Small Caps (EUR) NR + 5% MSCI World (EUR) NR + 34% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury (EUR) RI + 34% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate (EUR) RI + 10.5% Cash Index €STR (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation

n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnés par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisés

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement endéans un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs

Espèces (EUR, USD et GBP)

Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agencies » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définie par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.
- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque défensif.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra

déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Classic » : 2,5% Classe « I » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Classic » : - Classe « I » : -	Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Classic » : 1,20% par an Classe « I » : 0,40% par an
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Classic » : 0,153% par an Classe « I » : 0,113% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Classic » : 0,022% par an Classe « I » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Classic » : 0,0925% par an Classe « I » : 0,01% par an
Autres frais	Classe « Classic » : 0,07% par an Classe « I » : 0,045% par an (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation

Types de parts offertes au public

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « I-Capitalisation »

Les actions « I » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite.

Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum 250.000 Euro par compartiment. Elles sont de capitalisation (« I-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Classic-Distribution : BE6272928357

Classic-Capitalisation : BE6272927342

I-Capitalisation : BE6272929363

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-

ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

du 16 mars 2015 au 30 avril 2015 inclus, avec date de paiement le 8 mai 2015.

Prix de souscription initiale

Classic-Distribution : 100 EUR

Classic-Capitalisation : 100 EUR

I-Capitalisation : 1.000 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.



BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE DYNAMIC

En abrégé : BNPP B STRAT EUR DYNAMIC

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

EUROPE DYNAMIC

Date de constitution

3 février 2015

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant principalement au niveau européen dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire.

Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification principalement européenne (minimum 90%) des investissements.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence dynamique dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 68,5%
- Obligations : 10,5%
- Investissements alternatifs : 21%
- Liquidités et instruments du marché monétaire: 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 40% - 90%
- Obligations : 0% - 40%
- Investissements alternatifs : 0% - 40%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 50%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 40% MSCI Europe (EUR) NR + 21.5% MSCI Europe Small Caps (EUR) NR + 7% MSCI World (EUR) NR + 5.3% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury (EUR) RI + 5.2% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate (EUR) RI + 21% Cash Index €STR (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation

n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnés par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement endéans un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux

Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agencies » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.
- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque dynamique.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Classic » : 2,5% Classe « I » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Classic » : - Classe « I » : -	Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Classic » : 1,30% par an Classe « I » : 0,44% par an
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Classic » : 0,153% par an Classe « I » : 0,113% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Classic » : 0,022% par an Classe « I » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Classic » : 0,0925% par an Classe « I » : 0,01% par an
Autres frais	Classe « Classic » : 0,07% par an Classe « I » : 0,045% par an (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation

Types de parts offertes au public

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « I-Capitalisation »

Les actions « I » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite.

Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum 250.000 Euro par compartiment. Elles sont de capitalisation (« I-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Classic-Distribution: BE6272932391

Classic-Capitalisation: BE6272931385

I-Capitalisation: BE6272933407

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Du 16 mars 2015 au 30 avril 2015 inclus, avec date de paiement le 8 mai 2015.

Prix de souscription initiale

Classic-Distribution : 100 EUR

Classic-Capitalisation : 100 EUR

I-Capitalisation : 1.000 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP			
avant-veille			
du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE NEUTRAL

En abrégé : BNPP B STRAT EUR NEUTRAL

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

EUROPE NEUTRAL

Date de constitution

3 février 2015

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant principalement au niveau européen dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire.

Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification principalement européenne (minimum 90%) des investissements.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence neutre dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 47%
- Obligations : 37%
- Investissements alternatifs : 16%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 25% - 65%
- Obligations : 15% - 55%
- Investissements alternatifs : 0% - 35%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 60%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 24.5% MSCI Europe (EUR) NR + 16.5% MSCI Europe Small Caps (EUR) NR + 6% MSCI World (EUR) NR + 18.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury (EUR) RI + 18.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate (EUR) RI + 16% Cash Index €STR (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation

n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnés par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisés

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement endéans un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)

Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agencies » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définie par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.
- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque neutre.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra

déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Classic » : 2,5% Classe « I » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Classic » : - Classe « I » : -	Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Classic » : 1,25% par an Classe « I » : 0,42% par an
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Classic » : 0,153% par an Classe « I » : 0,113% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Classic » : 0,022% par an Classe « I » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Classic » : 0,0925% par an Classe « I » : 0,01% par an
Autres frais	Classe « Classic » : 0,07% par an Classe « I » : 0,045% par an (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation

Types de parts offertes au public

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « I-Capitalisation »

Les actions « I » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite.

Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum 250.000 Euro par compartiment. Elles sont de capitalisation (« I-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Classic-Distribution: BE6272937440

Classic-Capitalisation: BE6272936434

I-Capitalisation: BE6272938455

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Du 16 mars 2015 au 30 avril 2015 inclus, avec date de paiement le 8 mai 2015.

Prix de souscription initiale

Classic-Distribution: 100 EUR

Classic-Capitalisation: 100 EUR

I-Capitalisation: 1.000 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.



BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE DEFENSIVE

En abrégé : BNPP B STRAT EUR SUST DEFENSIVE

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

EUROPE SUSTAINABLE DEFENSIVE

Date de constitution

1 décembre 2016

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant principalement au niveau européen dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire. Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification principalement européenne (minimum 90%) des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- L'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écarter les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardsustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence défensif dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 21,5%
- Obligations : 68%
- Investissements alternatifs : 10,5%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 0% - 30%
- Obligations : 30% - 90%
- Investissements alternatifs : 0% - 30%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 70%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 16.5% MSCI Europe (NR) + 5% MSCI World (NR) + 68% Bloomberg Barclays Euro Aggregate (RI) + 10.5% Cash Index €STR (RI) -- (EUR). Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

(*) Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnés par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;

- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agenciers » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque défensif.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)

	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	-	-	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)

Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Classic » : 1,20% par an
---	-----------------------------------



	Classe « I » : 0,40% par an
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Classic » : 0,153% par an Classe « I » : 0,113% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Classic » : 0,0925% par an Classe « I » : 0,01% par an
Autres frais	Classe « Classic » : 0,07% par an Classe « I » : 0,045% par an (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « I-Capitalisation »

Les actions « I » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite.

Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum 250.000 Euro par compartiment. Elles sont de capitalisation (« I-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Classic-Distribution : BE6290317617

Classic-Capitalisation : BE6290316601

I-Capitalisation : BE6294103641



Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Du 5 décembre 2016 au 20 janvier 2017 inclus, avec date de paiement le 27 janvier 2017.

Prix de souscription initiale

Classic-Distribution : 100 EUR

Classic-Capitalisation : 100 EUR

I-Capitalisation : 1.000 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE DYNAMIC

En abrégé : BNPP B STRAT EUR SUST DYNAMIC

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

EUROPE SUSTAINABLE DYNAMIC

Date de constitution

1 décembre 2016

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant principalement au niveau européen dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire. Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification principalement européenne (minimum 90%) des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- L'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écartier les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardsustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence dynamique dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 68,5%
- Obligations : 10,5%
- Investissements alternatifs : 21%
- Liquidités et instruments du marché monétaire: 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 40% - 90%
- Obligations : 0% - 40%
- Investissements alternatifs : 0% - 40%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 50%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 61.5% MSCI Europe (NR) + 7% MSCI World (NR) + 10.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate (RI) + 21% Cash Index €STR (RI) -- (EUR). Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

(*) Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnés par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;

- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agenciers » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque dynamique.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	-	-	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Classic » : 1,30% par an Classe « I » : 0,44% par an

Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Classic » : 0,153% par an Classe « I » : 0,113% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Classic » : 0,0925% par an Classe « I » : 0,01% par an
Autres frais	Classe « Classic » : 0,07% par an Classe « I » : 0,045% par an (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « I-Capitalisation »

Les actions « I » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite.

Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum 250.000 Euro par compartiment. Elles sont de capitalisation (« I-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Classic-Distribution: BE6290322666

Classic-Capitalisation: BE6290321650

I-Capitalisation : BE6294105661

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Du 5 décembre 2016 au 20 janvier 2017 inclus, avec date de paiement le 27 janvier 2017.

Prix de souscription initiale

Classic-Distribution : 100 EUR

Classic-Capitalisation : 100 EUR

I-Capitalisation : 1.000 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY EUROPE SUSTAINABLE NEUTRAL

En abrégé : BNPP B STRAT EUR SUST NEUTRAL

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

EUROPE SUSTAINABLE NEUTRAL

Date de constitution

1 décembre 2016

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant principalement au niveau européen dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire. Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification principalement européenne (minimum 90%) des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- L'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écarter les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardssustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence neutre dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 47%
- Obligations : 37%
- Investissements alternatifs : 16%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 25% - 65%
- Obligations : 15% - 55%
- Investissements alternatifs : 0% - 35%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 60%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 41% MSCI Europe (NR) + 6% MSCI World (NR) + 37% Bloomberg Barclays Euro Aggregate (RI) + 16% Cash Index €STR (RI) -- (EUR). Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

(*) Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnées par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agenciers » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus

la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque neutre.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	-	-	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.

**Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment
(en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)**

Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Classic » : 1,25% par an Classe « I » : 0,42% par an
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Classic » : 0,153% par an Classe « I » : 0,113% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Classic » : 0,0925% par an Classe « I » : 0,01% par an
Autres frais	Classe « Classic » : 0,07% par an Classe « I » : 0,045% par an (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « I-Capitalisation »

Les actions « I » sont réservées aux investisseurs professionnels définis à l'article 5 § 3 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par sa structure de frais et, étant donné la qualité de l'investisseur à laquelle elle est réservée, par une taxe d'abonnement réduite.

Pour entrer dans cette catégorie, les souscriptions doivent être de minimum 250.000 Euro par compartiment. Elles sont de capitalisation (« I-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Classic-Distribution : BE6290320645

Classic-Capitalisation : BE6290319639

I-Capitalisation: BE6294104656

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

du 5 décembre 2016 au 20 janvier 2017 inclus, avec date de paiement le 27 janvier 2017.

Prix de souscription initiale

Classic-Distribution : 100 EUR

Classic-Capitalisation : 100 EUR

I-Capitalisation : 1.000 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP			
avant-veille			
du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE NEUTRAL

En abrégé : BNPP B STRAT GLOB SUST NEUTRAL

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

GLOBAL SUSTAINABLE NEUTRAL

Date de constitution

23 février 1994

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant au niveau mondial principalement dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire. Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification internationale des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- l'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écarter les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardssustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence neutre dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 45%
- Obligations : 45%
- Investissements alternatifs : 10%
- Liquidités et instruments du marché monétaire: 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 25% - 65%
- Obligations : 15% - 55%
- Investissements alternatifs : 0% - 35%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 60%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 6% STOXX Europe 600 (EUR) NR + 12% EURO STOXX (EUR) NR + 16% S&P 500 Composite (EUR) NR + 2% Topix 100 (EUR) RI + 9% MSCI Emerging Markets (EUR) NR + 22.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury (EUR) RI + 22.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate (EUR) RI + 10% Cash Index €STR (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'**utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement**. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnées par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agencies » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus

la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque neutre.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Life » : 0% Classe « Classic » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.
4. Aucun frais n'est dû à l'entrée ou la sortie lors d'une conversion de la classe « Life »



Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Life » : 0,42% par an Classe « Classic » : 1,05% par an
Rémunération du conseiller en investissements	0,20% par an. (Soit un total de 1,25% de frais de gestion par an pour la Classe « Classic » et de 0,62% par an pour la Classe « Life »)
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Life » : 0,113% par an Classe « Classic » : 0,153% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Life » : 0,022% par an Classe « Classic » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Life » : 0,01% par an Classe « Classic » : 0,0925% par an
Autres frais	0,07% par an pour la classe « Classic », 0,045% par an pour la classe « Life » (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation »

Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « Life-Capitalisation »

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution moins élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et par son canal de distribution indirect. Elle est réservée à la compagnie d'assurance belge AG Insurance, laquelle offrira indirectement les parts de la sicav au public via un produit d'assurance.

Elles sont de capitalisation (« Life-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Life-Capitalisation: BE6257911535

Classic-Distribution: BE0146937793

Classic-Capitalisation: BE0146936787

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Classe « Classic » : du 01/03/1994 au 31/03/1994 inclus

Classe « Life » : le 07/02/2017, avec date de paiement le 13/02/2017.

Prix de souscription initiale

Life-Capitalisation : 100 EUR

Classic-Distribution : 123,94 EUR – le 2 février 2017 (date de centralisation des ordres et date de cours), division de la VNI par 2.

Classic-Capitalisation : 123,94 EUR – le 16 juin 2021 (date de centralisation des ordres et date de cours), division de la VNI par 4.

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE CONSERVATIVE

En abrégé : BNPP B STRAT GLOB SUST CONSERV

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

GLOBAL SUSTAINABLE CONSERVATIVE

Date de constitution

23 février 1994

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant au niveau mondial principalement dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire.

Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification internationale des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- L'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écarter les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardsustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence conservateur dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit :

- Actions : 0%
- Obligations : 90%
- Investissements alternatifs* : 10%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions ; 0% - 5%
- Obligations : 0% - 100%
- Investissements alternatifs* : 0% - 15%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 100%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 45% Bloomberg Barclays Euro-Aggregate Treasury (EUR) RI + 45% Bloomberg Barclays Euro-Aggregate Corporate (EUR) RI + 10% Cash Index €STR (RI – (EUR). Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'**utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement**. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnés par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agenciers » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus

la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque conservateur.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Life » : 0% Classe « Classic » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.
4. Aucun frais n'est dû à l'entrée ou la sortie lors d'une conversion de la classe « Life »

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Life » : 0,22% par an Classe « Classic » : 0,55% par an
Rémunération du conseiller en investissements	0,10% par an. (Soit un total de 0,65% de frais de gestion par an pour la Classe « Classic » et 0,32% pour la classe « Life »)
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Life » : 0,113% par an Classe « Classic » : 0,153% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Life » : 0,022% par an Classe « Classic » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Life » : 0,01% par an Classe « Classic » : 0,0925% par an
Autres frais	0,07% par an pour la classe « Classic », 0,045% par an pour la classe « Life » (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation » Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « Life-Capitalisation »

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution moins élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et par son canal de distribution indirect. Elle est réservée à la compagnie d'assurance belge AG Insurance, laquelle offrira indirectement les parts de la sicav au public via un produit d'assurance.

Elles sont de capitalisation (« Life-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Life-Capitalisation: BE6257906485

Classic-Distribution: BE0146933750

Classic-Capitalisation: BE0146932745

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Classe « Classic » : du 01/03/1994 au 31/03/1994 inclus

Classe « Life » : le 07/02/2017, avec date de paiement le 13/02/2017.

Prix de souscription initiale

Life-Capitalisation : 100 EUR

Classic-Distribution : 123,94 EUR – le 2 février 2017 (date de centralisation des ordres et date de cours), division de la VNI par 2.

Classic-Capitalisation : 123,94 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP			
avant-veille			
du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DYNAMIC

En abrégé : BNPP B STRAT GLOB SUST DYNAMIC

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

GLOBAL SUSTAINABLE DYNAMIC

Date de constitution

29 mai 1997

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant au niveau mondial principalement dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire.

Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification internationale des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- L'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écarter les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardsustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence dynamique dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 65%
- Obligations : 25%
- Investissements alternatifs : 10%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 40% - 90%
- Obligations : 0% - 40%
- Investissements alternatifs : 0% - 40%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 50%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 8% STOXX Europe 600 (EUR) NR + 17% EURO STOXX (EUR) NR + 23% S&P 500 Composite (EUR) NR + 3% Topix 100 (EUR) RI + 14% MSCI Emerging Markets (EUR) NR + 12.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury (EUR) RI + 12.5% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate (EUR) RI + 10% Cash Index €STR (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'**utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement**. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gérance des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnées par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agencies » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de

la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque dynamique.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Life » : 0% Classe « Classic » : 2,5% Classe « N » : 0%	Classe « N » uniquement : 2,5%	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	: -	-	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.



4. Aucun frais n'est dû à l'entrée ou la sortie lors d'une conversion de la classe « Life »

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Life » : 0,44% par an Classe « Classic » : 1,10% par an Classe « N » : 1,10% par an
Rémunération du conseiller en investissements	0,20% par an. (Soit un total de 1,30% de frais de gestion par an pour la Classe « Classic », 1,30% pour la classe « N » et de 0,64% par an pour la Classe « Life »)
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Life » : 0,113% par an Classe « Classic » : 0,153% par an Classe « N » : 0,153% par an
Rémunération de la commercialisation	Classe « N » : 0,75%, néant pour la classe « Classic » et « Life »
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Classic », « Life » et « N » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Life » : 0,01% par an Classe « Classic » et « N » : 0,0925% par an
Autres frais	0,07% par an pour les classes « Classic » et « N », 0,045% par an pour la classe « Life » (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation » Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « Life-Capitalisation »

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution moins élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et par son canal de distribution indirect. Elle est réservée à la compagnie d'assurance belge AG Insurance, laquelle offrira indirectement les parts de la sicav au public via un produit d'assurance.

Elles sont de capitalisation (« Life-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Classe « N-Capitalisation »

Les actions « N » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont de capitalisation (« N-Capitalisation »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution plus élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et/ou de distribution.

Cette catégorie est réservée aux investisseurs servis par un canal de distribution qui n'est pas administré par une compagnie appartenant au groupe BNP Paribas.

Codes ISIN

Life-Capitalisation: BE6257904464

Classic-Capitalisation: BE0163304539

Classic-Distribution: BE0163305544

N-Capitalisation: BE6289667907

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Classe « Classic » : du 03/03/1997 au 28/03/1997 inclus

Classes « Life » et « N » : le 07/02/2017, avec date de paiement le 13/02/2017

Prix de souscription initiale

Life-Capitalisation : 100 EUR

Classic-Capitalisation : 123,94 EUR

Classic-Distribution : 123,94 EUR

N-Capitalisation 100 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.

BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE AGGRESSIVE

En abrégé : BNPP B STRAT GLOB SUST AGGRESS

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

GLOBAL SUSTAINABLE AGGRESSIVE

Date de constitution

18 mai 2010

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant au niveau mondial principalement dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'actions et en investissements alternatifs*.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire. Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification internationale des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- L'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écarter les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardssustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence agressif dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit:

- Actions : 95%
- Obligations : 0%
- Investissements alternatifs : 5%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 45% - 100%
- Obligations : 0% - 25%
- Investissements alternatifs : 0% - 40%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0% - 50%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 11% STOXX Europe 600 (EUR) NR + 25% EURO STOXX (EUR) NR + 34% S&P 500 Composite (EUR) NR + 5% Topix 100 (EUR) RI + 20% MSCI Emerging Markets (EUR) NR + 5% Cash Index €STR (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique, en surpondérant les actions.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnées par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agencys » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus

la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque agressif.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Life » : 0% Classe « Classic » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.
4. Aucun frais n'est dû à l'entrée ou la sortie lors d'une conversion de la classe « Life »



Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Life » : 0,45% par an Classe « Classic » : 1,15% par an
Rémunération du conseiller en investissements	0,20% par an. (Soit un total de 1,35% de frais de gestion par an pour la Classe « Classic » et 0,65% pour la classe « Life »)
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Life » : 0,113% par an Classe « Classic » : 0,153% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Life » : 0,022% par an Classe « Classic » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Life » : 0,01% par an Classe « Classic » : 0,0925% par an
Autres frais	0,07% par an pour la classe « Classic », 0,045% par an pour la classe « Life » (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation » Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « Life-Capitalisation »

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution moins élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et par son canal de distribution indirect. Elle est réservée à la compagnie d'assurance belge AG Insurance, laquelle offrira indirectement les parts de la sicav au public via un produit d'assurance.

Elles sont de capitalisation (« Life-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Life-Capitalisation: BE6257909513

Classic-Distribution: BE0935065822

Classic-Capitalisation: BE0935066838

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Jour de souscription initiale

Classe « Classic » : le 12/05/2010

Classe « Life » : le 07/02/2017, avec date de paiement le 13/02/2017.

Prix de souscription initiale

Life-Capitalisation : 100 EUR

Classic-Distribution : 78,42 EUR

Classic-Capitalisation : 90,82 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP			
avant-veille			
du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.



BNP PARIBAS B STRATEGY GLOBAL SUSTAINABLE DEFENSIVE

En abrégé : BNPP B STRAT GLOB SUST DEFENSIVE

Informations concernant le compartiment

1. Présentation

Dénomination

GLOBAL SUSTAINABLE DEFENSIVE

Date de constitution

23 février 1994

Durée d'existence

Illimitée

2. Informations concernant les placements

Objectifs du compartiment

L'objectif est d'assurer une valorisation aussi élevée que possible et d'assurer une large répartition des risques en investissant au niveau mondial principalement dans des organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans tous les types de classes d'actif.

Politique de placement du compartiment

Ce compartiment investit principalement dans d'autres organismes de placement collectif qui investissent, à leur tour, principalement dans les marchés d'obligations et d'actions et en investissements alternatifs*.

La sélection des fonds sous-jacents est basée sur les recommandations stratégiques en termes d'allocation d'actifs comme définies par le gestionnaire. Il peut également investir en toutes autres valeurs mobilières et en liquidités, ainsi qu'en instruments financiers dérivés sur ces types d'actifs afin d'obtenir une rentabilité maximale compte tenu du risque pris. L'accent est mis sur une diversification internationale des investissements.

Ce compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales en accordant une attention particulière aux questions sociales, environnementales et de gouvernance mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Dans le cadre de ses décisions d'investissement, tous les OPC sous-jacents devront avoir obtenu le label Febelfin pour les produits financiers durables, ou s'engager à l'obtenir dans un délai de six mois après la date d'achat. Dans le cas de la non-obtention du label dans les six mois après la date d'achat, ou de la perte du label pour un fonds sous-jacent, ce dernier devra être revendu dans les plus brefs délais conformément aux procédures applicables par la société de gestion, avec un maximum de 10 jours. La société de gestion vérifie la composition du portefeuille à chaque calcul de la VNI. La Central Labelling Agency (CLA) communique trimestriellement la liste des fonds ayant obtenu le label.

Le label de durabilité "Towards Sustainability" (aussi appelé "Label Febelfin") définit un ensemble d'exigences minimales, à savoir l'application des deux stratégies suivantes :

- L'intégration de critères ESG couvrant
 - la responsabilité environnementale : comme par exemple le contrôle des émissions polluantes, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique,...
 - la responsabilité sociale : à titre d'exemple le respect de la diversité, la formation du personnel, la prévention des accidents,...
 - la bonne gouvernance d'entreprise : comme par exemple la transparence des comptes, la lutte contre la corruption, l'indépendance du conseil d'administration,...
- L'utilisation d'un screening négatif et de listes d'exclusion en vue d'écarter les entreprises
 - non respectueuses des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
 - impliquées dans des activités nuisibles ou controversées telles que le tabac, le charbon, les armes, l'extraction non-conventionnelle de gaz et de pétrole,...

Une troisième stratégie durable doit en outre venir s'ajouter aux deux précédentes comme, par exemple, une approche "Best in Class" consistant à privilégier les entreprises présentant les meilleurs scores ESG au sein de leur secteur, une thématique d'investissement durable, comme l'eau, le changement climatique ou le capital humain, ou encore un investissement solidaire apportant un soutien financier à une oeuvre caritative ou un projet environnemental.

Vous trouverez plus d'informations à propos du label de durabilité "Towards Sustainability" sur le site www.towardssustainability.be/fr/la-norme-de-qualite.

Le risque est étroitement lié aux pourcentages investis dans les différentes classes d'actifs. Le gestionnaire tentera de se distinguer en termes de performance à long terme d'un portefeuille de référence défensif dont les catégories d'actifs sont pondérées comme suit :

- Actions : 20%
- Obligations : 70%
- Investissements alternatifs : 10%
- Liquidités et instruments du marché monétaire : 0%

Dans le cadre d'une gestion active du portefeuille, le gestionnaire peut modifier les pondérations de catégories d'actifs sur la base des conditions du marché et de ses prévisions, dans les limites suivantes :

- Actions : 0% - 30%
- Obligations : 30% - 90%
- Investissements alternatifs : 0% - 30%
- Liquidités et instruments du marché monétaire: 0% - 70%

Le compartiment est activement géré et, en tant que tel, peut investir dans des titres qui ne sont pas intégrés dans l'indice, le 2% STOXX Europe 600 (EUR) NR + 6% EURO STOXX (EUR) NR + 7% S&P 500 Composite (EUR) NR + 1% Topix 100 (EUR) RI + 4% MSCI Emerging Markets (EUR) NR + 35% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Treasury (EUR) RI + 35% Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corporate (EUR) RI + 10% Cash Index €STR (EUR) RI. Cet indice sert à des fins de comparaison de performance. Il n'est pas adapté aux caractéristiques environnementales et sociales.

* Par investissements alternatifs, on entend entre autres des investissements en parts d'organismes de placement collectif de type « Absolute Return » ainsi qu'en instruments financiers permettant au compartiment de bénéficier d'une certaine exposition aux marchés de l'immobilier et des matières premières, ou tout autre investissement éligible qui n'est pas classé dans l'une des autres catégories.

Catégories d'actifs autorisés : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif, dépôts auprès d'un établissement de crédit, instruments financiers dérivés, instruments du marché monétaire, liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées : le compartiment peut recourir à l'**utilisation d'instruments financiers dérivés tant à titre de couverture qu'en vue de la réalisation des objectifs de placement**. Les instruments financiers dérivés utilisés ont comme sous-jacents des actions ou indices d'actions ou des titres similaires aux actions (options, contrats à terme, swaps, ...), ou des liquidités en diverses devises. Cette liste n'est pas limitative et dépend des objectifs de placement du compartiment. La composition de l'actif ou des actifs sous-jacents sera en ligne avec la politique d'investissement du compartiment. En règle générale, ces instruments servent à répliquer ou à neutraliser de manière plus pointue et plus souple les risques inhérents à des investissements dans les sous-jacents et leur utilisation n'augmente pas les risques en soi. Les instruments dérivés utilisés ne sont pas nécessairement négociables sur un marché réglementé. Si les instruments utilisés ne sont pas négociables sur un marché réglementé, il faut que les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative du compartiment, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur. Tout en respectant le meilleur intérêt de l'actionnaire, le compartiment conclura les transactions sur des instruments de gré à gré avec des contreparties spécialisés et de première ordre. Il se peut que la contrepartie choisie soit un membre du groupe BNP Paribas. Durant la vie d'une transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé, il y a une possibilité que la contrepartie soit mise en défaut et ne puisse plus respecter ses engagements, auquel cas les garanties financières seront invoquées au profit du compartiment. Cependant, dans ce cas il y a un risque d'un effet négatif sur la performance du compartiment. La contrepartie n'a aucun pouvoir discrétionnaire de décision sur le portefeuille d'investissement du compartiment, ni sur la composition ou la gestion des actifs sous-jacents. Le compartiment n'a pas besoin de l'accord de la contrepartie pour faire des transactions sur son portefeuille. Ces instruments financiers dérivés ne font pas l'objet d'une analyse ESG.

Stratégie particulière : Le compartiment vise à offrir une diversification très large tant au niveau des classes d'actifs utilisées qu'au niveau de la répartition géographique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances : les obligations et les titres de créances dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : Etats, collectivités publiques territoriales, organismes publics internationaux, sociétés privées. La majorité des obligations ont au moins un rating « investment grade ».

Les obligations « investment grade » correspondent aux obligations émises par les emprunteurs qui reçoivent une certaine notation selon une convention de marché. Cette note va de AAA à BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's ou notes équivalentes d'autres agences de notation. Elles s'opposent aux « non-investment grade », également appelées « speculative grade » ou « high yield » qui, bien plus risquées, reçoivent une note allant de BB+ à D selon la même échelle de Standard & Poor's. Le niveau de la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (non-investment grade D), plus ce risque est élevé.

Sélection des contreparties pour les opérations sur instruments financiers dérivés autorisés.

Les opérations de financement sur titres et les opérations sur instruments financiers dérivés peuvent être conclues avec des contreparties qui sont sélectionnées par la Société de gestion entre des institutions financières de toute forme juridique établies dans des pays membre de l'OCDE ou de l'UE. Les contreparties sélectionnées peuvent être liées avec ou faire partie du groupe BNP Paribas. Les contreparties sélectionnées disposent d'une qualité de crédit acceptable. Même si l'analyse de leur qualité de crédit n'est pas basée uniquement sur des notations de crédit des agences externes, la notation « Investment Grade » est généralement considérée comme acceptable. La gestion de la relation entre la société de gestion et les intermédiaires financiers est formalisée dans un set de procédures, et organisée par une équipe dédiée au sein de la Société de gestion ou ses affiliés.

Avant d'établir la relation initiale, chaque contrepartie est assujettie à une procédure d'agrément pour minimiser le risque de défaut pendant les transactions dans des instruments financiers dans des marchés régulés ou organisés (instruments du marché monétaire, obligations et dérivés sur obligations, actions et dérivés sur actions) et pendant des transactions de gré-en-gré.

Les critères retenus dans cette procédure d'agrément sont les suivants :

- Leur capacité d'offrir des coûts d'agence compétitifs ;
- La qualité de l'exécution de l'ordre ;
- La pertinence de la recherche qui est offerte aux utilisateurs ;
- Leur disponibilité pour discuter et argumenter leur opinion ;
- Leur capacité pour offrir une gamme de produits et services adaptée aux besoins de la Société de gestion, soit une gamme large ou spécialisée ;
- Leur capacité d'optimiser le traitement administratif des opérations.

Le poids attribué à chaque critère dépend de la nature du procès d'investissement en question.

Pour chaque transaction individuelle, une contrepartie est sélectionnée entre la liste des contreparties éligibles par moyen d'une proposition dans le marché.

Garanties financières reçues dans le cadre des opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Pour assurer la bonne fin de ces opérations, la contrepartie délivrera à l'OPC une garantie financière répondant aux conditions de l'Arrêté royal du 7 mars 2006 et des Orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA, et dont la valeur sera à tout moment supérieure à la valeur des titres prêtés ou de la transaction de gré à gré sur un instrument financier dérivé. Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations peuvent donner lieu à la remise de titres et/ou d'espèces en garantie. L'éligibilité de ces titres est définie conformément à des contraintes d'investissement et selon une procédure de décote définie par les départements des risques de la société de gestion. Les titres reçus doivent être très liquides ce qui signifie cessibles rapidement sur le marché, normalement en moins d'un jour ouvré. Les titres reçus d'un même émetteur ne peuvent pas dépasser 20% de l'actif net (sauf exception prévue dans le tableau). Les titres reçus en garantie doivent être émis par une entité indépendante de la contrepartie, la performance de l'entité émettrice n'est pas attendue de montrer une corrélation élevée avec celle de la contrepartie.

Actifs
Espèces (EUR, USD et GBP)
Instruments de taux
Titres d'états émis par un état des Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion L'OPC peut recevoir en garantie, pour plus de 20% de son actif net, des titres émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion. Ainsi, l'OPC peut être pleinement garanti par des titres émis ou garantis par un seul Etat membre de l'OCDE, accepté par la Société de Gestion.
Titres supranationaux et titres émis par des « Agencies » (organisations fondées par un ou plusieurs états)
Titres d'états émis par un état des Autres Pays, acceptés par la Société de Gestion
Actions émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Obligations convertibles émises par une entreprise dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE, acceptés par la Société de Gestion
Parts ou actions d'OPCVM monétaires conformes aux normes européennes(1)
Certificats de dépôts émis par des entreprises dont le siège social se situe dans les Pays de l'OCDE et Autres Pays chaque fois acceptés par la Société de Gestion.
Indices Acceptés par la Société de Gestion & actions liées
Titrisations(2)

(1) Uniquement les OPCVM gérés par les sociétés du Groupe BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

(2) Instruments financiers permettant à des établissements financiers de transformer les créances qu'ils détiennent sur des entreprises ou des particuliers en titres négociables. L'acceptation d'une titrisation comme garantie financière est toujours sous réserve de l'accord du département Risques de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT.

L'éligibilité et le pourcentage des titres listés ci-dessus sont définis conformément à des contraintes d'investissement fixées par le département Risques de la Société de Gestion, avec l'intention d'assurer un profil de risque assez défensif. La procédure de décote est également définie par le département Risques de la Société de Gestion, et sert à assurer le portefeuille de garanties financières contre des évolutions négatives de sa valeur.

Les contraintes actuelles définies par le département Risques, et révisables en cas d'évolution conjoncturelles et/ou de nouvelles propositions du département Risques, ont les caractéristiques suivantes :

- Le portefeuille de garanties financières doit respecter l'ensemble des règles de diversification prévues à l'article 62 de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 ainsi que les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM intégrées par la FSMA. Des limites par titre et par émetteur sont en place.
- Par classe d'actifs des instruments de taux, un rating minimal auquel chaque titre doit répondre est défini, selon le niveau de risque que la classe d'actifs révèle. Le rating est une notation établie par des agences spécialisées dans la matière. Le niveau de

la notation est indicatif du risque de défaut, c'est-à-dire de non-paiement des coupons et/ou du remboursement du capital. Plus la notation est élevée (AAA), plus ce risque est faible. Plus la notation est basse (jusqu'à D), plus ce risque est élevé.

- Par classe d'actifs, le maximum de titres de cette classe accepté comme garantie financière est défini. Ce maximum sera plus bas pour des classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- La valeur de l'ensemble des garanties financières est évaluée au prix du marché sur base journalière – en déterminant la valeur, une décote est appliquée selon la classe d'actifs. Le niveau de décote sera plus élevé pour les classes d'actifs considérées comme plus risquées, et vice versa.
- Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage ;
- Les garanties financières reçues en espèces, doivent uniquement être :
 - placées en dépôt auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes ;
 - investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension, à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
 - investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux : les sociétés dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnelles, de sous-munitions ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel sont bannies des listes d'investissement.

Profil de risque de l'investisseur-type

Ce compartiment s'adresse plus particulièrement à des investisseurs présentant un profil de risque défensif.

Il peut néanmoins convenir, dans certaines limites, à des investisseurs présentant un autre profil en fonction du degré de diversification de leur portefeuille et du niveau de risque qu'ils acceptent. Dépendant du service d'investissement fourni par votre distributeur, il devra déterminer conformément aux règles de conduite MIFID si le compartiment est adéquat et approprié pour l'investisseur.

Profil de risque du compartiment

La description des risques est reprise dans la partie « Risques d'investissement » du prospectus.

Le compartiment est susceptible d'être exposé aux risques pertinents et significatifs suivants : risque lié aux marchés d'actions, risque lié aux marchés des matières premières, risque de crédit, risque de liquidité, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque d'inflation, risque lié aux stratégies d'investissement alternatifs, risque lié aux obligations à hauts rendements (High Yield Bond).

3. Informations d'ordre économique

Commissions et frais non récurrents supportés par l'investisseur (en EUR ou en pourcentage de la valeur nette d'inventaire par action)			
	Entrée	Sortie	Changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts
Commission de commercialisation (maximum)	Classe « Life » : 0% Classe « Classic » : 2,5%	-	(*)
Frais administratifs			
• Changement de compartiment (maximum)	-	-	(*)
• Changement d'une inscription nommée vers une inscription directe	-	-	-
Montant destiné à couvrir les frais d'acquisition/de réalisation des actifs	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	Classe « Life » : - Classe « Classic » : -	-
Montant destiné à décourager toute sortie dans le mois qui suit l'entrée	-	-	-
TOB	-	Actions de capitalisation : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR	Cap. → Cap./Dis. : 1,32% avec un maximum de 4.000 EUR

(*)

En cas de changement de compartiment, de classe d'actions ou de type de parts, la commission de commercialisation est remplacée par le montant suivant :

1. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » est inférieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à la commission de commercialisation du compartiment « entrant » appliqué au montant converti.
2. Si la commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est supérieure à 1,25% : perception d'un pourcentage égal à cette différence entre les deux taux de commercialisation appliqué au montant converti.
3. Dans les autres cas (commission de commercialisation du compartiment « entrant » égale ou supérieure à 1,25% et commission de commercialisation du compartiment « entrant » diminuée par celle du compartiment « sortant » est inférieure à 1,25%) : perception d'un pourcentage égal à 1,25% du montant converti.



4. Aucun frais n'est dû à l'entrée ou la sortie lors d'une conversion de la classe « Life »

Commissions et frais récurrents supportés par le compartiment (en EUR ou en pourcentage calculé de la valeur nette d'inventaire des actifs)	
Rémunération de la gestion du portefeuille d'investissement	Classe « Life » : 0,40% par an Classe « Classic » : 1,00% par an
Rémunération du conseiller en investissements	0,20% par an. (Soit un total de 1,20% de frais de gestion par an pour la Classe « Classic » et de 0,60% par an pour la Classe « Life »)
Commission de performance	-
Rémunération de l'administration	Classe « Life » : 0,113% par an Classe « Classic » : 0,153% par an
Rémunération de la commercialisation	-
Rémunération du service financier	-
Rémunération du dépositaire	Classe « Life » : 0,022% par an Classe « Classic » : 0,022% par an
Rémunération du commissaire	Comprise dans les autres frais
Rémunération des administrateurs	Comprise dans les autres frais
Rémunération des personnes physiques chargées de la direction effective	-
Taxe annuelle	Classe « Life » : 0,01% par an Classe « Classic » : 0,0925% par an
Autres frais	0,07% par an pour la classe « Classic », 0,045% par an pour la classe « Life » (rémunération des autorités de contrôle, taxes, publications et autres, y compris la rémunération de l'administrateur indépendant et du commissaire).

Note

Le montant des autres frais comprend les rémunérations détaillées ci-dessous.

Rémunération du commissaire : 3.680 EUR hors TVA par exercice et par compartiment, soumis à indexation annuelle.

Rémunération de l'administrateur indépendant pour la Sicav : 7.500,00 EUR brut par exercice, plus 1.250,00 EUR brut par réunion où il est présent.

Déclaration suivant l'article 118 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Considérant que les soft commissions payées par les courtiers en valeurs mobilières à BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT à l'occasion de l'exécution des ordres sur titres relatifs à la sicav constituent un avantage commercial, consenti par ces courtiers à la société de gestion elle-même, pour les développements informatiques, administratifs et autres que celle-ci a mis en place pour faciliter la transmission, l'exécution et le règlement desdits ordres, il n'y a pas de conflit d'intérêt dans le chef de ladite société de gestion vis-à-vis de la sicav qu'elle gère, au titre de la perception de cet avantage commercial.

Déclaration suivant l'article 119 de l'arrêté Royal du 12 novembre 2012

Répartition de la commission de gestion entre les gestionnaires et les distributeurs à des conditions de marché en vue d'éviter tout conflit d'intérêt.

Mention du niveau maximal des commissions de gestion des OPC dans lesquels le compartiment investit

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être mises à charge du compartiment s'élève à 3%.

4. Informations concernant les parts et leur négociation**Types de parts offertes au public**

Classe « Classic-Capitalisation » Classe « Classic-Distribution »

Les actions « Classic » sont offertes aux personnes physiques et aux personnes morales. Elles sont, sauf disposition contraire mentionnée au prospectus, au choix de l'investisseur, de capitalisation (« Classic-Capitalisation » ou « Classic-C ») ou de distribution (« Classic-Distribution » ou « Classic-D »), sous forme nominative ou dématérialisée.

Classe « Life-Capitalisation »

Cette catégorie se distingue de la catégorie « Classic » par une contribution moins élevée aux frais d'exercice des fonctions de gestion et par son canal de distribution indirect. Elle est réservée à la compagnie d'assurance belge AG Insurance, laquelle offrira indirectement les parts de la sicav au public via un produit d'assurance.

Elles sont de capitalisation (« Life-Capitalisation »). Elles seront nominatives.

S'il s'avère que des actions de cette catégorie sont détenues par des personnes autres que celles autorisées, le conseil d'administration procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la catégorie « Classic ».

Codes ISIN

Life-Capitalisation: BE6257910529

Classic-Distribution: BE0146935771

Classic-Capitalisation: BE0146934766

Devise de calcul de la valeur nette d'inventaire

EUR

Distribution des dividendes

L'assemblée générale annuelle du compartiment déterminera chaque année, sur proposition du conseil d'administration, la part du résultat qui peut être allouée au compartiment conformément à la législation en vigueur. La Société pourra distribuer des dividendes aux actions de distribution dans le cadre de la loi. Le conseil d'administration pourra décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes sous réserve des dispositions de la loi.

Droit de vote des participants

L'assemblée générale vote et délibère suivant le prescrit du Code des sociétés.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou tout autre moyen de télécommunication une autre personne comme mandataire.

Les décisions concernant un compartiment déterminé seront, s'il n'en est pas disposé autrement par la loi ou les statuts, prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents et votants de ce compartiment.

Liquidation du compartiment

En cas de dissolution de la société ou d'un de ses compartiments, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dans la mesure où l'assemblée générale n'a pas procédé à la nomination d'un liquidateur ou en cas de dissolution de plein droit d'un compartiment, le conseil d'administration assumera les pouvoirs de liquidateur.

Pour chacun des compartiments, le produit de la liquidation sera distribué aux actionnaires au prorata de leurs droits, compte tenu de la parité.

Période de souscription initiale

Classe « Classic » : du 01/03/1994 au 31/03/1994 inclus

Classe « Life » : le 07/02/2017, avec date de paiement le 13/02/2017.

Prix de souscription initiale

Life-Capitalisation : 100 EUR

Classic-Distribution : 123,94 EUR – le 2 février 2017 (date de centralisation des ordres et date de cours), division de la VNI par 2.

Classic-Capitalisation : 123,94 EUR

Calcul de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est calculée chaque jour ouvrable bancaire en Belgique, sur base des derniers cours connus lors de cette évaluation, et pour autant que les marchés financiers correspondant à 80% des actifs du compartiment aient été ouverts au moins un jour après celui qui a servi de base au calcul de la valeur nette d'inventaire précédente.

Publication de la valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire est publiée quotidiennement conformément aux dispositions de l'article 194 de l'arrêté royal du 12/11/12, sur le site de BEAMA (<http://www.beama.be/vni>) et est également disponible aux guichets de l'organisme assurant le service financier.

Modalités de souscription des parts, de rachat des parts et de changement de compartiment

Les ordres de souscription, conversion, rachat seront traités à une valeur nette d'inventaire inconnue selon les règles exposées ci-après, uniquement les jours ouvrés bancaires en Belgique, l'heure indiquée étant celle de Belgique.

Centralisation des ordres	Date de cours	Date de calcul	Date de paiement ⁽¹⁾
12 heures pour les ordres STP ⁽²⁾	avant-veille jour de calcul (J-2)	jour de calcul (J)	Le lendemain du jour de calcul (J+1)
11 heures pour les ordres non STP avant-veille du jour de calcul (J-2)			

(1) si le jour de paiement est un jour de fermeture d'une bourse, il interviendra le jour ouvré suivant.

(2) Veuillez-vous référer au Lexique dans la partie générale du présent prospectus pour la définition des ordres STP. L'investisseur peut se renseigner auprès de son Distributeur si ses ordres sont en STP ou en non-STP.

Fiscalité

Le compartiment investit directement ou indirectement plus de 25% de ses actifs dans des créances visées à l'article 19bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992. Par conséquent, l'investisseur personne physique supportera un précompte mobilier de 30% sur la partie de la valeur de rachat de ses actions qui correspond à la composante d'intérêts, plus-values ou moins-values, provenant des créances susvisées.



ADDENDUM BNP PARIBAS B STRATEGY

Société d'investissement à capital variable de droit belge (SICAV)
Information spéciale à l'attention des investisseurs du Grand-Duché de Luxembourg

L'addendum daté du 29 octobre 2021 au prospectus daté 27 octobre 2021 de BNP PARIBAS B STRATEGY à destination des investisseurs luxembourgeois, fait partie intégrante du prospectus et doit être lu conjointement avec le prospectus, qui peut être modifié à tout moment.

Agent de facilités

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch, 60 avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Le prospectus complet, les KIIDs, le règlement de gestion du fonds et les rapports annuels et semi annuels peuvent être obtenus, sans frais, à l'adresse de l'agent de facilités, BNP Paribas Securities Services, au Luxembourg.

Informations supplémentaires pour les investisseurs au Luxembourg

Pour les investisseurs au Luxembourg, les compartiments suivants sont disponibles :

- BNP PARIBAS B STRATEGY- Global Sustainable Aggressive
- BNP PARIBAS B STRATEGY- Global Sustainable Conservative
- BNP PARIBAS B STRATEGY- Global Sustainable Defensive
- BNP PARIBAS B STRATEGY- Global Sustainable Dynamic
- BNP PARIBAS B STRATEGY- Global Sustainable Neutral

Paiement des dividendes (si applicable)

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch,
60, Avenue JF Kennedy
L-1855 Luxembourg

Fiscalité

Les conséquences fiscales d'un investissement peuvent varier considérablement d'un pays à un autre, et vont dépendre du régime fiscal du pays dans lequel l'Investisseur est résident fiscal. Par conséquent, les Administrateurs invitent l'Investisseur à consulter leur conseil fiscal sur les conséquences de la détention de parts du fonds et du rendement de la détention de ces parts.